

# Compte rendu de l'Assemblée Générale du Réseau "Sortir du nucléaire" à Lyon 6 et 7 février 2010

**Prise de notes et élaboration du compte rendu :** Armelle Adjovi et Catherine Marguin (secrétaires prestataires)  
**Relecture et validation :** Xavier Rabilloud (assistant de direction) et Philippe Brousse (directeur)

**Ce compte rendu a été approuvé par le Conseil d'administration.**

**Ce compte rendu a été approuvé par Benoist Busson, avocat et juriste du Réseau.**

**Les comptes rendus des ateliers sont portés en annexes à la fin du présent document.** Cette 2<sup>e</sup> version du compte rendu inclut une note corrective du Réseau dans le CR de l'atelier Stratégie (page 30 de ce document).

Merci à tous les bénévoles, aux salarié-e-s, aux administrateurs et administratrices qui ont contribué à l'organisation de cette AG, ainsi qu'à tou-te-s les participant-e-s.

## INTRODUCTION Samedi 6 février 2010

**Sur les 13 salariés que compte le Réseau, 11 ont été en grève du 5 janvier au 5 février. Ils ont suspendu leur grève pour l'AG. La grève a été levée le dimanche 7 février, des réponses ayant été apportées à leurs revendications par le nouveau CA.**

**Mot de bienvenue de Patrick Monnet, représentant de Rhône-Alpes Sans Nucléaire :**

Patrick Monnet dresse un bref état des lieux du nucléaire en France et pointe la nécessité de résoudre les problèmes internes du Réseau pour que nous puissions tous nous concentrer sur la lutte contre ce fléau que représente le nucléaire.

**Animation : Samedi :** Nadine Schneider et Jean-Marie Brom – **Dimanche :** Loëticia Carougeat et Pierre Joanin

**Modérateur :** André Larivière

**Distribution des tours de parole :** Jocelyn Peyret

**Observatrice d'ambiance :** Nana Harouna-Caclin

**Modifications de l'ordre du jour :**

- A la suite de la présentation du rapport moral et de son vote (à partir de 15h30), il y aura la présentation par leurs auteurs des 5 contributions sur la crise interne que vit actuellement le Réseau.
- Les horaires de l'AG extraordinaire du dimanche matin sont bien 10h15 – 10h30, comme indiqué dans l'ordre du jour envoyé par courrier dans le délai statutaire, et contrairement à l'horaire (9h – 10h) qui avait été indiqué dans la convocation antérieure.

L'intégralité de l'AG s'est déroulée en présence de Maître Benoist Busson, avocat et juriste du Réseau "Sortir du nucléaire", pour garantir la conformité de l'AG aux statuts de l'association et au droit.

La liste exhaustive des présents, des votants et des pouvoirs (procurations), mentionnant nom et prénom des présents, association représentée, statut « votant » ou « non-votant », pouvoir éventuel remis à chaque association, était affichée à l'entrée de la salle d'Assemblée générale.

Benoist Busson, juriste du Réseau, disposait d'un exemplaire de cette liste, et en a surveillé l'émargement par les votants tout au long de l'élection à bulletin secret du nouveau Conseil d'administration.

Benoist Busson a supervisé le dépouillement des bulletins de vote, assuré en permanence par un groupe de 4 personnes, dans lequel se sont relayés : Brigitte Alban, Delphine Boutonnet, Michel Brun, Jean-Yvon Landrac, François Mativet, Charlotte Mijeon, Albert Monti. Benoist Busson s'est absenté une demi-heure pour déjeuner.

Il était prévu que les échanges soient enregistrés. Malheureusement, des problèmes techniques ont empêché qu'un enregistrement correct et intégral puisse être effectué.

**Rappel des règles de fonctionnement d'AG (Jocelyn Peyret, André Larivière, Jean-Marie Brom) :**

Peuvent voter seulement les groupes qui sont à jour de cotisation. Temps de parole : 3 minutes par personne. Il faut que le maximum de personnes puisse s'exprimer. Limiter le nombre de prises de paroles par sujet, ce sera annoncé avant le début des prises de paroles pour chaque sujet. Lever les cartons pour demander la parole. Intervention dans le sens du débat : carton vert ; contre : carton rouge. Trouver l'équilibre entre les pour et les

contre. Ne pas favoriser plus de personnes que d'autres. Une personne qui a pris la parole 3 fois n'est plus prioritaire. Modérer les interventions et ne pas essayer de parler tout le temps. Laisser la parole à ceux qui ne se sont pas encore exprimés.

Pour le vote des motions et campagnes, il y a les cartons sur lesquels il y a une petite flèche et un numéro ou un P comme « procuration ». Ne sont comptés que les cartons fléchés. Vous pouvez vous abstenir de voter et utiliser le refus de vote. Le refus de vote, c'est quand vous estimez que la question est incohérente, incompréhensible ou mal posée. Dans l'état actuel des règles de vote, sont considérés comme votes exprimés les votes pour, contre, abstention, mais aussi les refus de vote. Le refus de vote est pourtant une expression de non-vote. Il serait bon de ne pas utiliser le refus de vote comme un vote contre. Si vous refusez de voter, on vous invite à ne pas voter (ne pas lever de carton de vote). Sinon les comptages seront difficiles dans la mesure où un refus de voter est en fait comptabilisé comme un vote contre ou abstention.

Les résultats des votes seront affichés sur écran : accepté ou refusé / Nombre de voix pour chacune des réponses possibles

#### **Précisions du modérateur André Larivière :**

Son rôle est de modérer les réactions. Le modérateur réagira aux noms d'oiseaux en mettant son nez de clown, aux dépassements de parole en agitant sa crécelle, en levant le carton noir, sans être trop coercitif. On peut aussi exprimer ses intentions et ses émotions avec les mains (explications de la gestuelle pour manifester accord, désaccord, intervention trop longue, ...) Rappelons que l'AG est souveraine. On peut rugir pendant tout le temps de sa prise de parole mais on ne dépasse pas le temps de parole. L'ambiance d'une AG demande un peu plus de prudence, de patience, de volonté et de lucidité que d'habitude. Ne jamais oublier qu'ici il n'y a aucun monstre, il n'y a que des volontaires, des anti-nucléaires qui ont des opinions différentes. Il y a aussi dans la salle une observatrice de l'ambiance (Nana Harouna-Caclin) qui analyse les vibrations : voir où ça dort, où il y a de la tension, bref montrer ce qu'on vit.

#### **Tour de table des participant-e-s**

## **RAPPORT FINANCIER**

**Samedi 6 février 2010**

**Présenté par Daniel Roussée, trésorier et Jacques Caclin, directeur financier**

- Le budget global a encore augmenté de 8% par rapport à l'année dernière mais l'activité se traduit par un déficit de 14 960 euros. L'ensemble des paramètres des activités augmentent sauf les dons : leur nombre n'augmente pas mais le montant reçu est lui en augmentation. Déficit : moins de 2% du budget, qui dépasse le million d'euros. Situation non alarmante. Mais nous avons deux années de suite de déficit, il faudrait renouer avec de meilleurs résultats.

- Recettes : On a fiscalisé une partie de nos activités pour ce qui concerne la boutique et la revue. Les montants ont le même volume financier que l'an dernier bien qu'ils soient comptabilisés en Hors taxes, ce qui correspond à une augmentation réelle de 15% environ. Les dons sont en légère diminution du fait qu'on a transféré une partie des dons vers les abonnements pour satisfaire à nos obligations fiscales. Les prélèvements automatiques continuent d'augmenter : 19,9% d'augmentation cette année. On est encore dans la bonne tendance. Tout confondus les produits sont stables voire en légère augmentation. Les dons et prélèvements automatiques représentent les  $\frac{3}{4}$  du budget, la boutique et la revue en représentent 21%. Les cotisations des groupes représentent 2% du budget mais ce n'est pas leur vocation de financer le Réseau, on reste une fédération qui a pour vocation une mutualisation de moyens. La moyenne mensuelle des prélèvements et dons a tendance à baisser en 2009, elle n'est plus à la hausse comme elle l'a été pendant très longtemps. Certainement un effet de la crise financière ? Être vigilant sur la suite de nos activités.

- Dépenses : Elles ont suivi l'augmentation de l'activité. Un peu moins de dépenses de campagnes : les deux gros événements (Copenhague et Colmar) apparaîtront dans le prochain bilan. Salariés : 11 équivalents temps plein. Les salaires et cotisations augmentent, ils représentent la moitié du budget, c'est modeste par rapport à d'autres associations comparables. Le fonctionnement général représente à peine plus de la moitié du budget. Matériel et documents de campagne = 30 % des dépenses. Les dépenses pour les campagnes et manifestations = 16%.

- Le résultat des opérations est un déficit de 14 960 euros.

- Un élément inattendu : la visite d'un contrôleur de l'Urssaf juste avant la clôture du bilan. Constatant que le directeur financier passait de plus en plus de temps au service de l'organisation, le contrôleur Urssaf a considéré que son contrat de prestation devenait de fait un contrat de travail et non plus de prestataire de services. Le délai rétroactif sur lequel une régularisation devra être faite est d'au maximum 2 ans, et nous avons donc fait une provision correspondante. S'il n'y avait pas eu cette provision, le résultat aurait été équilibré. Nous attendons que le contrôleur Urssaf nous précise sa position quant à la durée effective de régularisation.

- Dans le bilan, on note que les immobilisations sont en augmentation (matériel informatique et rénovation de la maison à Bure). Stocks en diminution par une gestion serrée suite à l'observation du commissaire aux comptes il y a deux ans. 1/4 des stocks est en dépôt dans les groupes. Stock = livres en majorité.

La trésorerie est en baisse.

Passif : pas de changement par rapport à l'an dernier. Les dettes augmentent du fait des aux commandes fournisseurs en vue de la manifestation de Colmar.

- Budget prévisionnel 2009-2010 : Il est prévu une légère diminution des dons mais les prélèvements automatiques devraient se maintenir. Charges des deux gros événements passés (Colmar et Copenhague). Nous aurons normalement un budget équilibré sur 2010 sauf imprévu ou décision de campagne. Travailler à la consolidation financière du Réseau car les réserves sont faibles, il faut les reconstituer.

#### **Rapport de certification des comptes par le Commissaire aux comptes, Jean-Paul Grollemünd :**

- Rapport Général : Audit des comptes de l'exercice au 31 août 2009, comptes annuels arrêtés par le CA, effectué selon les normes françaises. L'audit consiste à vérifier si les comptes annuels ne comportent pas d'éléments anormaux et à apprécier les principes comptables suivis et la présentation des comptes. L'estimation de ces éléments permet de fonder son opinion. Vérifications spécifiques prévues par la loi.

- Conclusion : aucune observation à faire, les comptes sont réguliers au regard de cette analyse.

- Rapport spécial qui concerne éventuellement les relations entre administrateurs. Une convention réglementée concerne l'achat de brochures auprès du RAC dans lequel le Réseau est administrateur.

- Le commissaire aux comptes a engagé une procédure d'alerte car il doit non seulement vérifier les comptes mais évaluer la continuité de l'exploitation. Or la grève du personnel peut avoir des répercussions sur l'appel à dons et sur la poursuite de l'exploitation ; la pérennité de l'organisation peut être compromise. Cette procédure d'alerte s'est faite par lettre du 26 janvier 2010 au directeur dont la réponse est attendue sous 15 jours. En fonction de la réponse, il estimera si la continuité risque ou non d'être compromise. Une procédure d'alerte est une première étape, c'est seulement si aucune réponse satisfaisante n'est apportée qu'on passe au grade supérieur, en saisissant le tribunal de commerce.

#### **Prises de parole avant les votes :**

Qqun : Pourquoi une augmentation pour les charges salariales ?

Jacques Caclin : Augmentation du point de la convention collective, il y a eu 2 départs avec indemnités d'ancienneté, 1 embauche et 1 embauche supplémentaire mais la dernière personne embauchée est partie.

Qqun : Cela n'explique pas l'augmentation de 17%.

Jacques Caclin : La personne qui assure la technique de l'AG, Jean-Yves Chetail, n'est pas salarié permanent mais intervient de façon ponctuelle en tant qu'intermittent du spectacle. Le nombre de cachets versés a été assez important cette année. Il y a également eu des versements à d'autres personnes, prestataires pour les spectacles (Colmar). L'effectif n'a pas été constant.

Annie Griffon : Combien y a-t-il d'adhérents à jour de cotisation en 2009 ?

Philippe Brousse : Les données ne sont pas accessibles sur le champ, mais ce sont environ 500 adhérents (à jour de leur cotisation) sur environ 870 groupes membres.

Alain Corrèa : Connait-on le montant des dépenses pour Colmar et Copenhague ?

Jacques Caclin : Il est trop tôt pour connaître le montant des dépenses de Copenhague, cela demande du travail et les salariés ont actuellement d'autres préoccupations. Le bilan de Colmar a été diffusé, c'est un peu plus de 100 000 euros, ce sera dans le prochain bilan.

Sébastien Boucher : Est-ce que le stock fait partie du capital ?

Jacques Caclin : Non, le stock fait partie des actifs circulants.

François ? : Le graphique des dons reçus indique pour décembre 2008 un pic de 120.000 euros, or novembre 2009 est supérieur à novembre 2008, qu'en est-il de décembre 2009 ?

Jacques Caclin : Ce sera moins bon que l'an dernier et janvier 2010 sera encore moindre. En gros, on a besoin de recevoir 2 000 euros de dons par jour (en plus des prélèvements automatiques) pour fonctionner (salaires et actions). Actuellement, on est entre 500 et 1000 euros. Aujourd'hui on assure les salaires et les charges sociales, on assure juste la survie de l'association. Il faut relancer la machine.

Daniel Roussée : Les grosses dépenses de campagne sont ponctuelles, or là on a accumulé Colmar et Copenhague, nous sommes quasiment en déficit. Si le prélèvement automatique fonctionne régulièrement, les dons sont liés à nos activités, dépendent de nos campagnes, quand on fait une manifestation les pics de réception sont plus colossaux. Si on ne fait rien il n'y a rien. Il faut donc faire des appels à dons.

Frédéric Boutet : Le dossier reçu le 27 janvier donne à propos de l'alerte : la procédure non appliquée du fait de l'absence de salariés, l'incertitude sur l'apparition de la prochaine revue. Or il y a une différence entre le rapport du 27 janvier et celui d'aujourd'hui : aujourd'hui c'est autre chose qui a été dit. Merci d'expliquer le changement entre le rapport et ce qui a été présenté aujourd'hui.

Jean-Paul Grollemünd : Le rapport présente ce qui a été fait jusqu'à la date du 31 août 2009, or l'alerte a été faite après la clôture des comptes, en janvier, elle concerne l'exercice actuel. Il y a un autre rapport fait aux administrateurs qui ne concerne pas la procédure d'alerte. J'ai mis en place des procédures or s'il n'y a plus de salariés pour les appliquer, il y a problème.

Jacques Caclin : Attention, il est fait allusion à un rapport destinés aux administrateurs et qui n'a pas lieu d'être examiné ici, ce sont deux documents complémentaires et non contradictoires, mais qui ne sont pas destinés aux mêmes personnes.

Jean-Paul Grollemünd : La procédure d'alerte interpelle mais il n'y a aucun changement, c'est un complément, j'attends la réponse à la procédure d'alerte.

Jean Revest : Cette procédure d'alerte alerte sur la non-réception des dons, entre autres, or ils n'apparaissent pas importants en pourcentage.

Jacques Caclin : On vit de la « charité publique » : 75% du budget provient des dons, et la procédure d'alerte concerne décembre 2009 et janvier 2010.

Dominique Bohn : La procédure d'alerte est très grave. Elle est faite non à l'approbation des comptes en août mais à la demande de Philippe Brousse ?

Jean-Paul Grollemünd : Non, je suis commissaire aux comptes donc cette grève me préoccupe. C'est sur ma propre appréciation que je l'ai lancée.

Dominique Bohn : Oui mais ce qui m'inquiète c'est la rapidité de la procédure d'alerte. De plus il n'y a pas 100 % des salariés grévistes, cela devrait suffire pour ouvrir les enveloppes et ne pas justifier une procédure d'alerte ?

Jean-Paul Grollemünd : Je suis commissaire aux comptes et c'est mon jugement. Quand il y a dépôt de bilan, on dit que c'est la faute du commissaire aux comptes, mais en 40 ans de carrière je n'ai jamais entendu parler d'un commissaire aux comptes remis en cause pour une procédure d'alerte faite trop tôt.

Philippe Brousse : Le directeur n'a pas alerté le commissaire aux comptes pour mettre en place l'alerte, il faut rayer cette idée d'un trait tout de suite. Le commissaire aux comptes joue son rôle, le directeur également. J'ai été contacté sur cette procédure en tant que directeur, nous nous sommes rencontrés, le commissaire aux comptes a envoyé la lettre d'alerte.

Jean-Paul Grollemünd : Le commissaire aux comptes a une fonction permanente, et pas seulement pour la clôture des comptes. Je viens tous les trimestres au Réseau, je n'interviens pas qu'à la clôture des comptes, je peux venir quand je veux.

Jacques Caclin : Actuellement, seuls Philippe Brousse et Stéphane Lhomme ne sont pas en grève.

Jean-Marie Brom : Ne polluons pas le débat. Le commissaire a lancé l'alerte. Si elle n'a pas lieu d'être, la réponse sera en fonction et elle sera close. C'est au regard des comptes que le commissaire a fait cette procédure d'alerte. Oui l'alerte est là parce qu'il y a quelque chose d'anormal. C'est aussi très grave mais ce n'est pas sérieux de dire que le commissaire aux comptes a lancé cette alerte sur demande du directeur. On n'attaque pas l'honneur professionnel du commissaire. Je propose qu'on passe au vote.

### **1ère résolution : Approbation des comptes**

Après avoir entendu lecture du rapport financier et des rapports du Commissaire aux comptes, l'Assemblée Générale approuve les comptes de l'exercice allant du 01/09/2008 au 31/08/2009, et qui se traduisent par une insuffisance des recettes sur les dépenses (déficit) de 14 959,62 euros.

Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
1	113	0	6	120
1%	94%	0%	5%	100%

**ADOPTE**

### 2ème résolution : Quitus

L'Assemblée Générale donne quitus au Conseil d'Administration pour la gestion financière des activités du Réseau ainsi que pour les comptes approuvés ci-dessus.

Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
0	120	0	2	122
0%	98%	0%	2%	100%

**ADOPTE**

### 3ème résolution : Affectation du résultat

L'Assemblée Générale valide l'affectation du résultat de l'exercice précédent, telle que votée lors de la précédente Assemblée Générale. L'Assemblée Générale décide d'affecter la perte de 14 959,62 euros au report à nouveau, ce qui ramènera son solde à 38 106 euros.

Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
0	123	0	2	125
0%	98%	0%	2%	100%

**ADOPTE**

### 4ème résolution : Approbation du budget prévisionnel

L'Assemblée Générale approuve le budget prévisionnel pour l'exercice du 1er septembre 2009 au 31 août 2010, tel que présenté avec les comptes annuels et sous réserve des modifications induites par les décisions de campagnes prises par cette assemblée.

Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
0	101	11	14	126
0%	80%	9%	11%	

**ADOPTE**

## **RAPPORT MORAL ET SOCIAL**

**Samedi 6 février 2010**

**Présenté par Véronique Marchandier et Chantal Cuisnier**

#### **Prises de parole avant le vote :**

Mireille Havez : Avant que l'on en vienne au débat, remarque sur la partie analyse de la page 3 du rapport concernant la durée de vie des réacteurs et l'aggravation des risques : on pourrait ajouter la privatisation et le recours aux privés pour la maintenance.

Alain Rivat : Le nucléaire militaire a été réaffirmé avec force l'an dernier, on n'a pas pu tout faire en raison de Copenhague et Colmar mais il faut souligner l'excellent travail porté par un groupe qui a entamé un vrai travail de réflexion sur le nucléaire militaire. Partenariat fort avec Abolition 2000, Armes Nucléaires Stop et le Mouvement de la paix. Nous animerons la plénière des rencontres internationales, une première.

Qqun : Nous sommes dans l'action et il y a des tirs de missiles réels, en sous-marin. Il y a eu des actions menées dans le Finistère pour que ces missiles soient désarmés.

Hervé Prat : Sur la durée des centrales, excellent travail mené par l'association, mais à approfondir dans la durée. Il faudrait que le Réseau ne se contente pas d'une manifestation à Colmar mais continue le travail d'expertise sur le vieillissement des réacteurs, les CLIS, les scientifiques. Risques potentiels d'accidents multipliés avec le temps.

Chantal Cuisnier : Si des volontaires dans la salle veulent participer à un groupe de réflexion ? Cette idée a déjà été émise avant.

Jean-Yvon Landrac : Bonne mobilisation de la population pour les manifestations, car bons dossiers, brochures, associations locales pour aider aussi. Toute une mayonnaise a pris car cela marchait bien. Pour le rapport moral, on confond l'état des lieux, et la partie où on participe à autre chose, où on est moteur, où on fait nos actions propres mêmes si quelques autres sont associés. La prochaine fois, plus distinguer qui fait quoi, quand le Réseau est moteur ou signe un texte.

Qqun : Pour les déchets radioactifs, mouvement remarquable qui a amené les communes à retirer leur candidature, lutte remarquable qui gagne vers Bure, Bonnet mais le Réseau doit plus s'impliquer. Voir pour la suite, comment raccrocher cela et communiquer là-dessus.

Chantal Cuisnier : Atelier de ce matin : relier toutes les problématiques : transports, déchets, démantèlement.

Qqun : Le problème du nucléaire est aussi un problème de choix de société or les champs d'éoliennes c'est aussi un lobby. Et on les construit aussi là où il n'y a personne, ou là où on croit qu'il n'y a personne. Donc comment changer et réduire tout de suite la production d'énergie ? Attention aux pièges du développement durable car les panneaux photovoltaïques et les éoliennes c'est aussi de la pollution.

Jean-Marie Brom : Le Réseau c'est aider les formes multiples de combat contre le nucléaire. Le Réseau ne doit pas toujours faire lui-même, mais aider et en parler par la suite. Le nucléaire est multiforme et il faut profiter qu'il soit multiforme pour coordonner toutes ces actions. La décision importante c'est sortir du nucléaire, il faut se battre pour cette décision, c'est le nom même du Réseau.

Monique Guittenit : Etat des lieux intéressant pour mettre en perspective les pistes pour 2010. Voir quelles actions on pourrait avoir suite à cet état des lieux. Tous les mois EDF risque de ne plus donner de courant à certaines régions, c'était annoncé depuis plusieurs années mais cela se vit aujourd'hui : état des lieux. EDF attaque des boîtes qui aident pour les économies dans les maisons : état des lieux. Donc voir ce qu'on peut faire.

Michel Bernard : Un rapport d'activités n'est pas un rapport moral. Où est cette dimension dans ce qui a été présenté ?

Stéphen Kerckhove : Le « Réseau Sortir du nucléaire » c'est l'anti « Alliance pour la planète », il est l'opposition car l'Alliance a été fondée pour négocier pour le Grenelle mais sans mobilisation donc échec du sommet. Or le Réseau « Sortir du nucléaire » au contraire se mobilise, a une grande capacité d'expertise, mais quelle volonté pour aller négocier, faire du lobbying, sensibiliser les acteurs intermédiaires ?

Qqun : Il manque toute une partie au rapport sur l'aspect moral/social, c'est dommage.

Corinne François : Quelques remarques sur la forme du rapport. Le Réseau est une fédération d'associations. Ce rapport est un catalogue d'informations mais quelle est notre action ? Pas d'audit sur notre action ? Comment elles influent ? Les buts fixés ? Comment avancer ? On tourne toujours en cercle fermé dans notre microcosme associatif. Comment orienter nos actions à venir, comment évaluer nos actions ?

Qqun : Difficile de mesurer l'impact de chacun dans toute la France et à l'international.

Véronique Marchandier : On a quand même cette victoire temporaire sur les FAVL.

Qqun : Des décisions des AG 2008 et 2009 ne sont pas encore appliquées mais elles sont importantes. Il faut des dossiers thématiques sur comment se passer du nucléaire car il faut montrer les autres possibilités. Miser sur l'étude de dépôt de plainte pour destruction d'espèces ? C'est vrai qu'une plainte pour crime contre l'humanité, cela sera difficile.

Qqun : Des contacts ont-ils eu lieu avec l'étranger ?

Charlotte Mijeon : Avec l'ambassade de Pologne, les autorités autrichiennes, les autorités nucléaires, des parlementaires, le conseil économique et social européen, le secrétaire des affaires étrangères des Iles Kiribati et le Niger. Un courrier au ministre de l'écologie mais aucun rendez-vous n'a encore été obtenu.

André Crouzet : Etat des lieux : les conditions se dégradent sur le terrain, les intérimaires, des choses graves, des associations de malades de la thyroïde portent plainte. Ces changements ont eu lieu. Cette dégradation annoncée est réelle, on s'en sert ? Pour notre stratégie et pour communiquer ? Travail à faire ici. Contacts et trouver des axes de campagne pour la prochaine année.

Alain ? : Les points soulevés vont-ils enrichir le rapport moral s'ils ne sont pas inclus ? Pour le voter ?

Jean-Marie Brom : En réponse, c'est un problème qui n'est que statutaire. On ne peut pas modifier le rapport moral dans les 30 secondes avant son vote. Mais on peut prendre l'engagement que tout soit ajouté au compte rendu sur Internet.

Alain ? : Bon rapport de lobbying à l'international, ambassade de France, Egypte. Déficit de rencontres avec les responsables en France, avec Borloo par exemple.

### **Prises de parole concernant le vote :**

Maguite Dinguirard : Question de procédure : on vote sur un constat, or un constat c'est un constat, pas d'intérêt de vote. Rapport moral insuffisant ? On valide ce rapport de constats, mais il faut ensuite qu'on vote aussi vraiment sur le rapport moral, donc les 5 contributions.

Jean-Marie Brom : Au niveau du CA il y a eu un long débat entre nous sur cette question, nous avons décidé que c'est d'abord un rapport d'activités à voter. Le rapport moral lui doit contenir tout ce qui concerne la crise mais nous ne savons pas au CA quelles questions peuvent être posées pour le rapport moral proprement dit. Donc on a trouvé cette solution plus sereine de ne voter que sur le rapport d'activités, car on ne peut pas synthétiser les 5 positions différentes sur la crise.

Qqun : Y aura-t-il un vote pour la seconde partie ? C'est-à-dire sur les 5 contributions des différents acteurs du conflit ?

Jean-Marie Brom : On ne peut pas se prononcer. Il n'y a pas de position commune du CA.

### **Vote sur le rapport d'activités**

Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
3	80	26	20	129
2%	62%	20%	16%	100%

**ADOPTE**

## **EXPOSES ET DISCUSSION SUR LA CRISE INTERNE** **Samedi 6 février 2010**

Jean-Marie Brom : Exposé des contributions à raison de 4 minutes par partie prenante. Evaluation et analyse de ce qui s'est passé. Puis 30 minutes de débat jusqu'à la pause.

### **Tirage au sort de l'ordre des interventions des différentes contributions :**

- Philippe Brousse
- 10 administrateurs (4 titulaires et 6 suppléants)
- 8 administrateurs (5 titulaires et 3 suppléants)
- Stéphane Lhomme
- Salariés grévistes

### **Philippe Brousse, directeur :**

Le Réseau est actuellement dans une crise grave qui pourrait mettre en péril son avenir. Cette affaire nous concerne tous. Il sera important de se mobiliser pour que le Réseau rebondisse et reparte sur de meilleures bases. Il y a un dysfonctionnement au niveau du fonctionnement du Réseau. Une tyrannie ordinaire par un salarié envers l'ensemble de l'équipe depuis des années. Des comportements tout à fait inadmissibles, des insultes, des calomnies. Ce qui m'a alarmé dernièrement, c'est que ce salarié a mis en cause la loyauté de certains salariés, qui d'après lui sont moins antinucléaires que lui. J'ai eu toutes ces dernières années des démarches de modération, d'appels téléphoniques, de mails au CA, de discussions avec la personne concernée. Deux avertissements ont été posés par le CA vis-à-vis de ce salarié et une remise en cause de son attitude, mais cela n'a pas été entendu. Il a fallu aller beaucoup plus loin et malheureusement envisager une procédure de licenciement, dont le CA a été tenu informé. Le CA s'est prononcé contre ce licenciement à une courte majorité. Aujourd'hui, on est dans une situation de blocage total. On voudrait faire croire qu'il s'agit d'un problème politique, alors que je suis là en tant que directeur pour dire qu'il y a vraiment péril en la demeure de par l'attitude d'une personne vis-à-vis du groupe que sont les salariés et les administrateurs. Pour moi, c'est tout à fait inadmissible qu'il n'y ait pas de respect dans une équipe, et c'est tout à fait incroyable qu'on ne puisse pas fonctionner ensemble. Je le déplore. La situation a continué à perdurer au cours de ces derniers temps. Rien ne s'est arrangé. Les salariés sont en grève depuis 4 semaines. C'est dramatique pour l'association, pour tout ce que vous vivez au niveau local, pour la lutte. Aujourd'hui, on a un CA totalement divisé et inopérant. On a atteint les limites en terme de fonctionnement et il faut que l'AG, qui est souveraine, prenne ses responsabilités par rapport à cette situation, car je crains que d'ici peu de temps l'association soit en péril. C'est un blocage total, les salariés n'ont été entendus sur aucun point, aucune réponse correcte n'a été apportée à leurs revendications. Et je suis en tant que directeur dans une situation surréaliste. C'est notre intérêt commun qui est en jeu, je suis désolé pour nous tous.

## **10 administrateurs (4 titulaires et 6 suppléants) – présentation par Rémi Verdet :**

Nous sommes 10 membres du CA, titulaires et suppléants. Philippe a déjà un peu expliqué la situation. Situation récurrente avec Stéphane Lhomme, ça date de longtemps, il ne supporte pas la contradiction. On est dans une association, où tout le monde doit avoir le droit à la parole. Des anciens administrateurs peuvent en témoigner, certains ont jeté l'éponge, foutu le camp, car ils ne supportaient pas trop, et des gros problèmes avec des salariés. On essaie de faire croire que c'est un problème politique, mais ça n'est pas le cas. Ça fait un moment que l'affaire est en cours. 5 administrateurs ont voté contre la proposition de Philippe Brousse, ne l'ont pas soutenu. Mais une dizaine de personnes du CA (titulaires et suppléants) le soutiennent. Cette situation est totalement bloquée, il ne se passe rien depuis 1 mois. C'est catastrophique. Le CA n'a absolument pas tenu compte du malaise des salariés. Ils sont en grève, et on ne se met pas en grève, déjà dans une entreprise, mais en plus dans une asso, pour faire mettre à la porte un collègue, et ce n'est pas la demande des salariés. On souhaite que l'AG prenne ses responsabilités, et que demain il y ait des votes conséquents par rapport au CA pour que des choses bougent, sinon on va à la catastrophe. *[Les signataires de la contribution représentée rejoignent Rémi Verdet devant la tribune]* Un des signataires, Jil Quillevere, ne peut pas être parmi nous, car son titulaire, Alain Rivat, l'a révoqué hier.

Nadine Schneider : En minorité dans le CA, 4 administrateurs titulaires qui soutenaient Philippe Brousse. Après le vote du 3 janvier, on a essayé de construire des outils, de faire des propositions, et on s'est heurtés à un mur, celui des personnes qui ont fait le choix de désavouer Philippe.

## **Stéphane Lhomme :**

Je m'adresse à tous, car effectivement la situation est très grave pour notre Réseau. Je suis dans le Réseau quasiment depuis le début, depuis 2000 avec mon association Tchernoblaye, j'ai été administrateur suppléant puis titulaire, puis je suis devenu un peu par hasard salarié en 2002. J'ai été partout en France depuis, jamais rencontré le moindre problème. Mais depuis quelques temps, - je n'ai pas l'habitude me plaindre, je ne l'ai jamais dit - je subis un véritable harcèlement de la part de Philippe Brousse, qui n'a cessé de demander des sanctions contre moi, pour tous les motifs possibles et imaginables. On peut lire dans sa contribution qui un peu hallucinante, il dit « mes prérogatives, mes prérogatives ! je veux pouvoir en tant que directeur licencier des salariés sans même demander l'aval du CA ! ». Il a essayé de me licencier en décembre, en disant au CA « vous pouvez donner un avis consultatif, mais c'est moi qui suis en capacité de licencier ». On a construit un Réseau avec 9 administrateurs sans président, pour qu'il y ait une présidence collégiale et pas de prise de pouvoir. La prise de pouvoir revient par la fenêtre. C'est précisé dans les documents qui vous ont été diffusés, pour montrer que je suis très méchant, j'ai eu des avertissements. Alors, je ne vais pas tout vous vous ressortir, il faudrait beaucoup plus que 4 mn. Il y a quelques temps, un salarié qui n'est plus salarié aujourd'hui, a envoyé 2 pages au vitriol sur mon travail, à tous les administrateurs et à tous mes collègues, alors qu'un salarié n'a pas pour mission d'évaluer le travail d'un de ses collègues, surtout en termes aussi négatifs, et encore moins d'envoyer ça à tous ses collègues et à tous ses employeurs. Le directeur administratif, Philippe Brousse, a réagi tout de suite – et j'ai compris par la suite qu'il était à l'origine de ça ! – il a dit « très bonne analyse, c'est très intéressant, que chacun donne son avis ! » - et je suis ressorti de là avec un avertissement. Autre exemple, 2008, 2 barres de combustibles suspendues au Tricastin. On avait une manifestation prévue avec le collectif 84, on appelait les gens à manifester devant une centrale en situation de crise, et donc en toute urgence, j'ai envoyé un message au CA, demande à Benoist Busson notre avocat de voir si on peut faire un référé pour tenter d'empêcher que la récupération des barres ne se fasse pas au moment de la manifestation, car la récupération des barres est le moment le plus dangereux – c'est même Xavier Rabilloud assistant de direction qui a été plaider à Grenoble car Benoist Busson n'était pas là – bon, je vous passe les détails. A l'arrivée, le lendemain, je reviens de la manif, Philippe dit « situation très grave », j'avais fait faire ce référé sans avoir un vote formel du CA. Effectivement, j'avais juste informé le CA, personne avait dit qu'il fallait pas le faire, je suis ressorti de là avec un avertissement. Je vous passe les différents avertissements et problèmes que j'ai eus. Systématiquement, Philippe crée des problèmes avec moi. Par exemple, récemment il m'a traité de « négationniste climatique », et ensuite, moi j'ai répondu en disant « tu te prends pour la police politique ? on a même pas le droit de parler des problèmes du GIEC sur le climat, ça engage le nucléaire ». Dans le dossier qu'il a construit pour me faire licencier, il y a marqué, tel jour à telle heure, Stéphane Lhomme envoie à Philippe Brousse le mail « tu te prends pour la police politique », comme si je m'étais levé le matin en me disant, « tiens, je vais lui écrire ça », sans dire que lui venait de me traiter de négationniste climatique. Voilà, ça se passe tout le temps comme ça. Les salariés, en juin dernier *[Fin du temps de parole, brouhaha, protestations parce que Stéphane Lhomme continue à parler]* Je finis juste ma phrase. En juin dernier, les salariés ont été amenés à écrire noir sur blanc les problèmes qu'ils rencontraient, c'est Xavier Rabilloud qui a fait la synthèse, ils ont tous mis qu'ils étaient sur-pressurisés, sur-stressés, épuisés, au bout du rouleau, il n'y avait pas un mot sur moi, et quelques semaines plus tard, tous leurs maux viennent de moi évidemment, un bouc-émissaire a été désigné, je ne crois pas que c'est comme cela qu'on va régler les problèmes.



### **Salariés grévistes (mouvement de grève suspendu le temps de l'AG ; affichage dans la salle : « Grève suspendue pour l'AG ») – présentation par Nadège Morel :**

Bonjour à tous. La plupart d'entre vous me connaissent au moins de vue, car c'est ma 10ème AG. D'habitude, on ne m'entend pas beaucoup, car les projecteurs c'est pas trop mon truc, je préfère travailler dans l'ombre. Aujourd'hui, si je prends la parole au nom de tous mes camarades, c'est parce qu'il se passe quelque chose de très grave. Nous sommes 11 salariés. Nous sommes en grève depuis 1 mois, nous assurons quand même les tâches nécessaires au fonctionnement vital de l'association, parce que nous ne voulons pas la mettre en danger. Nous répondons au téléphone et aux demandes des adhérents, nous ouvrons le courrier même s'il a un peu de retard. Nous avons suspendu notre mouvement pendant le temps de l'AG parce que nous respectons la démocratie qu'elle représente. Si nous sommes en grève, c'est par solidarité au sein de notre équipe, pour soutenir notre directeur, et par sens de la justice au sein de l'association. Si nous sommes en grève, c'est pour protester contre plusieurs décisions qui ont été prises par une courte majorité des administrateurs du Réseau. Des administrateurs qui protègent les comportements agressifs et irrespectueux d'un collègue ; qui prennent des mesures inégalitaires et discriminatoires entre les salariés ; qui empêchent le directeur d'agir pour garantir des conditions de travail correctes dans notre équipe. Des administrateurs qui transforment un problème de gestion du personnel en affaire politique ; qui criminalisent notre mouvement en multipliant les menaces, les intimidations ; qui usent du mensonge et de la manipulation pour faire valoir leurs vues. Des administrateurs qui par leur attitude mettent en danger à nos yeux la pluralité et les fondements mêmes de notre fédération. Aujourd'hui, après 1 mois de grève, nous n'avons reçu aucune réponse collective du CA à nos revendications. Le CA est profondément divisé, et incapable de parvenir à des décisions rationnelles. Nous attendons que l'AG fasse en sorte de nous doter d'un CA qui se comporte en employeur responsable et qui respecte le droit du travail ; d'un CA qui respecte l'égalité de traitement entre les salariés et qui respecte le rôle de chacun ; qui veille avec impartialité au respect des règles de l'association et au respect de chacun ; qui respecte la pluralité du Réseau et son esprit fédératif. Nous souhaitons que l'AG fasse en sorte de nous doter d'un CA qui aime le Réseau pour ce qu'il est : une association citoyenne magnifique et unique, que nous désirons tous préserver. Une association d'ampleur nationale et même internationale, qui mette tous les moyens de son côté pour convaincre une majorité de l'opinion publique de sortir du nucléaire le plus vite possible.

### **8 administrateurs (5 titulaires et 3 suppléants) – présentation par Pierre Péguin :**

Nous représentons les 5 administrateurs qui ont refusé le licenciement de Stéphane Lhomme, c'est-à-dire la majorité du CA. Vous avez pu entendre le mal qu'il faut penser de notre communicant, et tout le mal qu'il faut penser de nous, la majorité du CA. On vous distribue en ce moment une lettre de Didier Anger. Je vous en lis un extrait : *« personnellement, je n'ai jamais eu à m'en plaindre, de Stéphane. Je reconnais son rôle de lanceur d'alerte dans le Réseau, son flair, sa réactivité indispensable à la lutte, rôle que je ne vois jouer par aucun autre, administrateur comme salarié dans le Réseau. C'est pourquoi, nous est apparue – il parle de sa femme et de lui-même - inimaginable la demande de Philippe, que le CA puisse lui déléguer le pouvoir de sanctionner Stéphane, sanction pouvant aller jusqu'au licenciement. Un licenciement qui revenait dans un tel contexte à imposer le positionnement stratégique du Réseau sans discussion de fond. »* Parce que en effet, Didier relève comme un certain nombre d'entre nous, que ce conflit cache... il dit *« nous sommes de plus en plus nombreux à reconnaître que ce conflit est révélateur d'une divergence stratégique de fond donc politique en particulier dans notre positionnement par rapport aux autres ONG ainsi que l'a montré le débat interne sur la signature par le Réseau de l'Ultimatum Climatique. La recherche de l'unité ne dispense pas de la réflexion et de la critique constructive. Elle devrait au contraire s'en nourrir. »* On nous dit, « vous n'avez rien fait ». Il faut bien voir que la minorité du CA a bloqué nos initiatives, et que les salariés quand on leur a fait des propositions, ont rejeté nos propositions. Stéphane Lhomme travaille essentiellement avec le CA, c'est dans son contrat de travail, et il est en contact tous les jours avec nous. On a dit : puisque le directeur ne le supporte plus, et puisqu'il ne peut plus appliquer son rôle hiérarchique, on va mettre Stéphane en relation directe avec le CA et on va filtrer ses mails avec le reste des salariés si vraiment ça les empêche de dormir. Et là, ces propositions ont été refusées. On ne peut pas effectivement proposer des solutions qui sont refusées par les salariés et la minorité du CA. On ressent qu'on a été soumis à un putsch lorsque le 2 décembre à la fois nous parviennent et l'intention du directeur de convoquer Stéphane Lhomme pour l'entretien pour une éventuelle sanction pouvant aller jusqu'au licenciement, et une lettre des salariés disant qu'il fallait accepter la demande de convocation, ce que nous avons fait, et la demande de sanction, qui pouvait être effectivement le licenciement, tout le monde est d'accord là-dessus – c'est donc un putsch ! Et nous, on n'avait pas à accepter comme ça, le pistolet sur la tempe, que les salariés décident finalement du sort d'un de nos piliers du Réseau auquel on doit beaucoup – comme à tous les autres salariés – c'est pour nous inadmissible, sur la forme et sur le fond. On trouve lamentable que cette grève – que d'abord on ne comprend pas ! – on la trouve lamentable parce que elle consiste à vouloir attaquer un salarié qui est leur égal, nous... à ce sujet Didier Anger dit *« nous en tant que militants syndicalistes, très souvent grévistes, on a encore jamais vu des salariés réclamer des sanctions allant jusqu'au licenciement d'un des leurs ! »*. C'est la base ! Il n'y a pas de rapport hiérarchique entre Stéphane Lhomme et eux. Ils se liguent contre lui, c'est absolument lamentable, et c'est eux qui mettent en ce moment en risque le Réseau antinucléaire, et nous le regrettons vivement. Donc nous refusons d'être considérés comme responsables de cette situation. Ce sont et le directeur et les salariés qui en sont responsables.

Chantal Cuisnier : Didier Anger est mon suppléant, il m'a dit qu'il terminait sa suppléance cette année. Il n'est pas là, c'est pour cela qu'il a envoyé cette lettre.

**Débat ouvert - 3 minutes par prise de parole.**

Michel Marie : Je reprends les mots dits par les uns et les autres : l'AG doit prendre ses responsabilités. Je reprends Philippe Brousse qui dit que c'est surréaliste. Je dis que c'est surréaliste. On était au courant indirectement, mais on apprend il y a quelques jours la gravité de la crise interne. Je suis choqué en tant que composante du Réseau. C'est un scandale qu'il se passe depuis un mois des choses gravissimes et que les associations membres du Réseau ne soient pas informées. Nous avons demandé pourquoi il n'y a pas eu d'informations, nous n'avons toujours pas de réponse. Avant nous recevions les comptes rendus du CA et puis plus rien. On l'a réclamé à une AG mais rien. Pourtant ces comptes rendus sont utiles et nous auraient permis de voir où on allait. Pourquoi ce déficit extraordinaire d'information ?

Jean-Marie Brom : Est-ce que le CA peut aujourd'hui répondre ? Non ! Seulement des membres du CA peuvent répondre. Il n'y a plus un CA, il n'y a plus que deux groupes de personnes. La procédure pour le débat : l'AG pose les questions, les commentaires et après réponse une à deux fois par un administrateur ou salarié. On ne peut pas tout reprendre, l'AG ne va pas reproduire les dissensions, donc on pose des réflexions, on cherche des solutions.

Alain Rivat : Le Réseau n'est pas hiérarchisé, est en co-présidence, le CA n'a aucun moyen de communiquer avec les groupes locaux, il n'a pas accès à la liste des groupes.

*Protestations hors micro de plusieurs personnes.  
Débat sur les modalités de la discussion.*

Stephen Kerckhove : Je ne connais pas spécialement Stéphane Lhomme, on a eu des disputes dans le passé car c'est une personnalité forte, qui incarne le Réseau à l'extérieur mais in fine mon contact en extérieur avec le Réseau c'est Stéphane Lhomme et pas le CA. Que le CA soit si faible au point de ne pas pouvoir prendre une décision, cela pose problème car il faut que le Réseau se dote d'un CA politique, qui remplisse le vide préempté par Stéphane Lhomme, et le CA a accepté cela. J'ai une proposition de question à poser à l'AG : maintenez-vous votre confiance en vos administrateurs ? Sinon comment les décisions peuvent-elles être prises ?

Vincent Aubry : Avant d'aller directement à ce stade, il faut faire un constat, qui ne va pas plaire ni aux salariés ni aux administrateurs : nous on découvre le problème, on est l'AG, ceux qui traînent plus dans le Réseau sont au courant depuis quelques semaines déjà, les autres le découvrent par courriel un ou deux jours avant. Les délais d'information s'expliquent aussi. Il ne faut pas que l'AG se précipite, il faut prendre le temps de voir ce qu'il en est vraiment, poser des constats d'abord. Il y a un déficit démocratique. Tant qu'on n'a pas posé ces questions, on n'avance pas, il faut des décisions politiques. Un problème a toujours de multiples causes. Il n'est pas anormal vu la taille du Réseau qu'il y ait des tendances, des divergences. On veut tous sortir du nucléaire donc il faut avoir ce débat politique et on verra si c'est un problème politique, il ne faut pas conclure avant d'avoir ce débat politique. Il faut crever l'abcès sereinement et en prenant le temps. Déjà ce matin cela a commencé sereinement. Les questions de ressources humaines c'est encore autre chose. Il paraît évident que si on est amené à licencier, c'est le CA qui décide car c'est lui l'employeur.

*Intervention d'un salarié refusée par un administrateur. Pour calmer les esprits il est décidé de garder seulement les questions des membres de l'AG. Pas de prise de parole des 5 parties en conflit car ce ne serait pas serein.*

Jacques Bonnet : Il faut une enquête, faire faire un constat par une personne indépendante et à distance de ce conflit. Un autre fonctionnement est à mettre en place. C'est spectaculaire : il y a un conflit de relations humaines, mais nous pensons qu'il y a un conflit d'orientation politique aussi. Nous considérons qu'un partenariat trop serré avec des organisations sans vue antinucléaire est préjudiciable, mais il est vrai que ce sont des actions ponctuelles. Nous demandons à l'AG ou à défaut à une autre AG dans un délai d'un an de prendre clairement position sur cette situation, qu'elle ouvre la porte d'une sortie de crise. Le vœu des salariés rejoint cela : ouverture du chantier de restructuration du Réseau impliquant chaque association. Nous nous associons à cette option sous réserve qu'elle réponde bien aux objectifs cités. Donnons du temps à un débat démocratique impliquant les associations du Réseau, et pas une politique qui vient du haut.

Maguite Dinguirard : C'est un problème urgent, humain. Je ne connais pas personnellement Stéphane Lhomme, je connais mieux Philippe Brousse. Tant qu'on n'aura pas répondu à la question posée par Stephen Kerckhove, on n'avancera pas. C'est une question urgente. Il faut s'en donner les moyens. Si on y répond, on a déjà fait un premier pas. Après on examine les textes de chacun, enfin on élit le CA. Ce CA doit être responsable. Il y a un constat d'échec, un échec collectif, c'est clair, si on veut en sortir ce sera collectivement.

Stéphane Kerckhove rappelle sa question : Maintenez-vous votre confiance aux administrateurs ?

Nicolas Dépret : Je suis administrateur suppléant mais je parle ici comme représentant de mon groupe Sortir du nucléaire Paris pour présenter une motion qui va dans le sens de la question de Stéphen,  
*Nicolas Dépret commence à lire la motion de Sortir du nucléaire Paris. Des protestations et invectives dans la salle interrompent immédiatement la lecture. Le modérateur met son nez rouge et brandit le tableau noir...*

Jean-Marie Brom : Ce débat n'est pas questions/réponses ni invectives. Il y a visiblement des gens qui ne veulent pas écouter Nicolas, d'autres non, l'AG est souveraine, la parole est à la salle : veut-elle écouter Nicolas ou non ?

Plusieurs dans la salle : Non, il a déjà parlé.

Nadine Schneider : La parole est maintenant à la salle.

Thierry Manceau : Le CA montre clairement qu'il est dans l'incapacité de gérer une structure aussi grande que le Réseau "Sortir du nucléaire", avant je ne sais pas, c'est ma première AG. Chacun se sent un peu victime des uns et des autres, c'est humain mais aujourd'hui ce n'est plus possible de fonctionner en collégialité. A vouloir être collégial il y a des limites. Si on n'a pas un bureau qui tranche et arbitre, quand on n'est pas d'accord on vire le président et on en met un autre. En son absence c'est le directeur qui prend la décision, ici c'est le directeur qui a pris par défaut le rôle du président car il n'y a pas de président : dans le CA, tout le monde est responsable et personne ne l'est, il n'y a pas de missions attribuées au CA. Ce n'est pas mon expérience du terrain. Je demande une commission d'enquête ou un comité de surveillance, je demande la démission totale du CA et un nouveau CA avec des attributions spécifiques pour chaque membre du futur CA. Ce n'est pas un problème politique, c'est un problème de fonctionnement. Car sur la lutte antinucléaire, on aura toujours des dissensions et des avis divergents, c'est normal. Mais le CA ne peut pas faire face à ce problème de fonctionnement. S'il y avait un bureau, il y aurait une réponse à ce problème.

Sylvain Godinot : Je reviens sur l'AG statutaire : on a voté un rapport financier et un rapport d'activités, je voulais savoir si le CA était dans la capacité de nous présenter un rapport moral réel ? La réponse est : non. Je pense qu'il faut en tirer les conclusions. Je me demande si c'est statutaire qu'une AG ne vote pas de rapport moral en tant que tel. Sur le conflit de personnes, on nous a fourni un Règlement Intérieur, qui mentionne le comité de gestion, pourquoi cette instance n'est-elle pas intervenue ? J'aimerais qu'on nous explique pourquoi elle n'est pas intervenue ?

Qqun : Elle n'a jamais été saisie.

Anne Meyssignac : Finalement qui s'occupe de réguler le débat ici ? D'autres auraient pu nous aider à savoir à qui donner le micro ou pas, il manque quelqu'un, ce n'est pas aux autres membres du CA de prendre ce rôle car ils sont parties prenantes. Problème d'incompréhension, c'est dommage qu'on ne connaisse pas la source du problème. Les pistes de Stéphen Kerkhove sont intéressantes. Il y a surmenage de l'équipe de salariés. On doit y voir clair.

Didier Gaillard : Pour une fois dans ma vie je vais être direct : à l'origine, c'est politique. Et si ce n'était pas politique, ce serait une espèce de psychiatrisation d'un conflit social comme dans ces pays de sinistre mémoire, par exemple l'URSS ou l'Afrique du Sud où on réglait les différends en collant l'étiquette de malade sur les gens dont on voulait se séparer. C'est politique. Le point de départ c'est le premier vote du CA sur la décision de voter ou non l'appel « Ultimatum climatique ». Un vote du CA a de fait été invalidé par une autre décision du CA, c'est déjà fort de café, et cette invalidation a été prise en compte par les salariés qui ont pris là une initiative qui est un désaveu de l'assemblée générale. Le CA est l'expression des mandats qui lui sont donnés par l'AG, les salariés ont pris une initiative qui est un désaveu de l'AG. Je suis militant syndical. Sur le conflit social : les salariés disent qu'ils ne sont pas entrés en mouvement pour licencier un des leurs, mais ils soutiennent celui qui veut licencier un des nôtres. C'est une grève corporatiste, « on est d'accord avec le patron parce qu'on est dans le même bateau », cela heurte ma sensibilité de militant social. L'AG va devoir arriver à en sortir. On ne peut pas, nous AG, demander que les salariés en pâtissent, il faut des négociations sur le paiement des journées de grève. Rappeler les fondamentaux : l'AG fournit le mandat au CA qui organise le boulot concret des salariés. Retrouvons un peu de sérénité.

Charlotte Van Der Vegt : J'ai pu discuter avec plusieurs personnes sur ce conflit. C'est un peu choquant de voir tout cela. On est 850 associations et plus de 20 000 donateurs, c'est dommage de se bouffer la tête pour des histoires de personnes. On a une idée commune, c'est la sortie du nucléaire. Alors battons-nous pour cela. Après on a tous des avis différents, déjà à deux on a des avis différents. Objectif : sortir du nucléaire. Soyons intelligents. Il faut lutter pour sortir du nucléaire d'une manière ou d'une autre. L'AG est souveraine, elle élit un CA qui est là pour appliquer ce que l'AG a décidé de mettre en action et il faut des salariés pour gérer la charge de travail. Apparemment il y a un problème d'entente entre salariés, l'un d'eux n'arrive pas à travailler avec ses collègues. S'il y a une équipe il faut travailler ensemble. Il y a un Règlement Intérieur. Il faut sortir de cette situation, il y a plusieurs solutions. On a de la chance d'avoir cet outil : le Réseau. Toutes les associations s'allient pour élire un CA, ce CA est visiblement inopérant et a envie de le rester. Plusieurs personnes ont proposé la réélection d'un CA

et c'est intéressant. On a aussi soulevé le problème de l'attitude de Stéphane Lhomme. Philippe Brousse est directeur jusqu'à quand ? Quelle est sa mission ? Il faut préciser le rôle du directeur.

Jacky Berthomé : On tourne en rond depuis le départ, tout le monde refait la chronologie des faits sur l'Ultimatum climatique, cela m'ennuie. Si cela venait de là, cela m'aurait fâché. Maintenant ce que je trouve anormal c'est que les décisions du CA ne sont pas respectées. Il y a des choses qui ont été faites en dehors du CA et ce n'est pas normal. Ce qui est normal c'est que quand une décision du CA est prise elle doit être respectée, excuse-moi Stéphane. Autre question : y a-t-il faute grave ? Qu'est-ce qui la qualifie ? Car il faut une faute grave pour licencier. Parce que cela va faire rigoler les observateurs quand cela se saura y compris les politiques : bravo vous vous sabordez ! Il y a une législation : faute grave ou non ? Autre question : les salariés sont en grève depuis 1 mois, ce n'est pas rien, il y a des raisons, pourquoi des salariés sont-ils arrivés à un tel mal-être ? Il faut donc aller au-delà du problème de Stéphane Lhomme ou d'un mauvais vote, il y a autre chose, le problème doit être plus profond. Il faut sauver le Réseau mais se donner les moyens, savoir ce qui a créé ce malaise, et cela ne s'est pas fait en 5 minutes. Politique ou pas je m'en fiche, je suis là pour sortir du nucléaire.

Catherine Faivre d'Arcier : C'est ma première AG, je suis assez surprise : ce n'est pas une AG mais une réunion de conciliation employeurs/salariés. Je ne connais personne mais vu de l'extérieur, il y a eu un déficit de responsabilités de la part des membres du CA, quelque chose n'a pas fonctionné. Quelque chose me paraît problématique, le rapport qui a été fait est simplement un rapport d'activités, mais il n'y a pas de rapport moral, pas de perspective politique, c'est quand même bizarre qu'un CA vienne comme ça à une AG. La signature de l'Ultimatum climatique n'apparaît pas. Eliminer tous les membres du CA n'est pas une solution, il y a des règles, cela ne se fait pas pendant une crise. Ce n'est pas la peine de tout modifier pour mettre un nouveau CA pour tout reprendre. Il me semble qu'on peut renouveler le CA par tiers. Je suis surprise aussi qu'il n'ait pas été fait appel au comité de gestion.

Sylvestre Couzon : Dans notre groupe, plusieurs d'entre nous sont des anarchistes. Je n'ai pas la même analyse de ce qui se passe que le camarade de la Fédération anarchiste qui a parlé tout à l'heure. Forcément il y a des conflits politiques dans un réseau de cette taille, mais là c'est d'abord et avant tout un conflit social. Une grève de salariés, et pas de social)traîtres ! C'est une grève parce que les salariés ne peuvent plus travailler. Un CA incapable de faire sortir le Réseau de cette impasse, une incapacité des salariés à travailler ensemble. L'anarchisme, c'est rechercher où sont les lieux de domination et de pouvoir qui se créent. Il existe une domination institutionnelle, mais il y a aussi des pouvoirs informels et des dominations qui ne sont pas visibles dans un organigramme, mais qui s'exercent, et à mon avis les comportements et insultes de Stéphane Lhomme vis-à-vis de ses collègues sont une domination qui a empêché les autres salariés de travailler. Nous, on combat toutes les formes de pouvoir et de domination quelles qu'elles soient. Il faut destituer le CA et élire un nouveau CA à qui donner des prérogatives et des missions beaucoup plus précises. Mais d'abord résolvons le conflit social.

Hervé Prat : J'ai été membre du CA pendant 3 ans (1999-2002), il y avait déjà des conflits importants dans le CA, mais le CA arrivait à dégager des orientations politiques. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. Je ne comprends pas les errements du CA, notamment à propos de l'Ultimatum climatique. J'aurais été personnellement contre la signature de cet appel, mais je ne comprends pas les errements du CA sur cette question. Il fallait plutôt se focaliser sur la campagne « Don't nuke the climate ». Ici on ne peut pas se permettre de repartir comme cela, en pensant que le renouvellement d'un tiers du CA fera repartir le Réseau. Dans un mois le Réseau est par terre. Si le CA et les salariés n'ont pas ébruité l'affaire, c'est parce que cela aurait été dangereux pour le Réseau. L'AG est souveraine, à nous de trouver une solution, de trouver un nouveau CA à élire en entier, dont les candidats donnent les orientations qu'ils défendent pour le Réseau. J'approuve la motion de SDN Paris de renouveler tout le CA.

*Hervé Prat lit la motion (la quasi-totalité des attendus + la phrase de synthèse) de Sortir du nucléaire Paris demandant « que l'Assemblée générale élise dans sa totalité (9 mandats) un nouveau Conseil d'administration, pour lui insuffler une légitimité démocratique renouvelée ».*

Jean-Pierre Minne : Ce qui me tient à cœur, c'est que cela nous coûte en finances et en énergie de venir ici. Qu'on ait tous un peu de respect pour nous qui sommes là aux frais des adhérents qui nous ont mandatés. Respect : que l'AG aille jusqu'au bout et amène le règlement de ce conflit. Deuxième point : la motion sur la refondation. Le Réseau ne peut plus fonctionner comme il fonctionne. Nous, petites associations locales, avons besoin du Réseau pour travailler. Il faut simultanément travailler sur la motion de sortie de crise. Le gros défaut du Réseau c'est un défaut de communication, je n'ai jamais vu une pétaudière pareille où on communique par mails et téléphone : il a dit, il n'a pas fait... c'est la cour de récréation, j'étais instituteur, on va distribuer des billes. La communication c'est dire la bonne chose à la bonne personne et au bon moment. J'ai parlé directement avec Philippe Brousse et je lui ai dit que la vie politique ce n'est pas Philippe, il n'est pas président mais directeur, et Stéphane Lhomme marche sur les pieds des autres, ne nous écoute pas, mais quand il n'intervient pas cela nous manque nous les associations. Je propose qu'avant de partir nous mettions face à face le CA sortant et les salariés en présence de quelques modérateurs, les enfermer dans une pièce, on règle le conflit, on peut sortir de là sans accord mais au moins d'accord sur un protocole de sortie de la crise.

Jean-Marie Frontini : Elire un CA ne changera rien car on risque de retrouver les mêmes personnes et si on ne change pas de fonctionnement on ne réglera rien. Il faut plutôt améliorer et mettre en place un nouveau mode de fonctionnement. Mettre en place un bureau, pour qu'il n'y ait pas de vacance quant aux décisions à prendre. Les salariés sont en surmenage, activités obligent, donc ce qui fait que ce qui était supportable comme contraintes devient insupportable maintenant, les réactions sont amplifiées. Il faut les laisser récupérer.

Patrick Hubert : On est face à un conflit important même si on l'a découvert seulement il y a quelques jours pour beaucoup. J'ai entendu qu'il y a eu une procédure de médiation enclenchée. En tant que membre du MAN, je veux dire qu'une médiation prend du temps, il faut déjà que les parties l'acceptent. On peut réélire un CA pour aider à sortir de ce conflit mais le conflit ne se résoudra pas lors de cette AG. Il faut donner mandat au prochain CA élu de réaliser cette médiation, revoir le fonctionnement. Faut-il élire un nouveau CA en totalité ? Si oui est-ce possible demain ? Ou simplement le tiers comme prévu ?

Dominique Bohn : Je voudrais d'abord commencer par dire merci aux salariés du Réseau. Nous on est militants, on est loin, on a besoin d'eux. Si le Réseau s'est doté d'une structure salariée, ce n'était pas par hasard, c'est parce que on avait besoin de leurs compétences, de leurs savoir-faire, de leur temps. Tout travail mérite salaire, et ils sont salariés pour cela. Ca veut dire qu'ils ont été choisis pour leurs compétences, ils ont un contrat de travail avec des droits et avec des devoirs. Le petit problème, c'est qu'ils ont un statut très particulier, d'abord parce que nous, nous ne sommes pas des employeurs, et nous n'avons pas l'habitude de gérer des salariés, on a plutôt l'habitude d'être de l'autre côté, d'être salariés, pas employeurs. Le deuxième problème : problème de salariés-militants. Sont-ils salariés et militants, ou bien sont-ils salariés ou militants ? Ils ont été choisis pour leurs compétences, ou ils ont été choisis parce qu'ils sont militants. Et là se pose le problème de la définition du travail, et de pourquoi ils sont là, rémunérés. Les salariés ont aussi un statut particulier parce qu'ils ne sont pas élus. Le CA est élu, il a des responsabilités vis-à-vis de nous. Les salariés n'ont pas été élus. Les orientations sont prises par l'AG, et ceux qu'on a élus sont chargés de mettre en œuvre les orientations. Pas les salariés, je suis désolée. Les salariés qui disent, en tant que salariés du Réseau, qu'ils veulent consacrer leur énergie à la lutte contre le nucléaire : non, vous mettez tout votre savoir-faire, vos compétences, à cette mission. Si vous voulez être militants, s'il vous plaît adhérez à un groupe militant, comme moi je fais partie de Tchernoblye, ayez des représentants, mais moi j'ai du mal à comprendre que des salariés qui ne sont pas contents par rapport à un CA qui n'est pas du même avis qu'eux soient capables de vouloir déblayer un CA, non ! C'est à nous, AG, de dire que le CA ne nous représente pas. Et s'il y a dans le CA 5 personnes qui ne sont pas d'accord avec votre position, je suis désolée, je ne suis pas toujours d'accord avec mon patron, celui qui me paye. C'est à moi de prendre mes responsabilités si c'est insupportable. Une chose me choque. La gestion du conflit non-violente est quelque chose qui grandit, j'ai entendu les 8 administrateurs dire qu'ils avaient proposé des solutions : c'est assez facile, Stéphane habite à 600 km, il doit y avoir des possibilités pour interdire à Stéphane d'être sur vos listes et d'avoir des contacts avec vous. Je suis aussi choqué du DRH qui laisse une situation durer comme ça [*protestations*].

Michel Bernard : En tant qu'ancien administrateur, on a été assez vite alertés du problème. Sans entrer dans le débat, c'est de l'entropie, cela n'a fait que prendre de l'ampleur depuis un mois, les derniers mails d'insultes ce sont des insultes entre les membres du CA, cela fait mal de lire ce genre de choses, de voir le niveau de débat auquel on est tombé. Alors oui l'avenir du Réseau est en danger. Je propose qu'on reparte de zéro avec un nouveau CA, que demain les membres du CA qui se présentent disent leurs orientations. Et ils seront élus sur cela et nous qui sommes venus n'aurons pas fait 800 km pour rien.

André Crouzet : Il faut avancer. Se décider assez rapidement pour savoir s'il faut mettre en place une médiation, un comité ? Réfléchir rapidement. Je n'ai pas envie de dire à mon groupe qu'on a passé toute l'AG sur ce conflit. Pouvoir rentrer chez nous en sortant de ce conflit. On ne se rend pas compte que ce conflit met en danger le Réseau. Le problème est politique et personnel. Comment des salariés portent la ligne politique du Réseau ? Les salariés ne sont pas là pour faire de la politique et la dérive vient aussi de là. Que peut-on faire pour avancer ?

Annie Griffon : Mon groupe ne savait pas qu'il y aurait peut-être cette dissolution du CA, cela me gêne un peu car les candidatures auraient été différentes s'il devait y avoir dissolution totale. Démocratiquement c'est gênant, elles ont été déposées avant. Des grandes gueules il y en a toujours eu et pas toujours que Stéphane. J'étais au CA avec lui, c'est un esprit de synthèse, il sait argumenter, mais je ne l'ai pas vécu comme quelque chose d'antidémocratique. Quand il y avait une décision serrée à prendre, si on avait 5 voix contre 4, les administrateurs qui avaient 4 voix s'inclinaient. Et on essayait de continuer à prendre des décisions ensemble. En 10 ou 12 ans d'âge du Réseau, petit à petit les salariés, qui vivent au quotidien dans le bain du Réseau, vont forcément prendre des petites décisions sans prendre l'avis du CA et on arrive à ce que ce soit le directeur qui cumule l'administratif avec un CA qui fonctionne en collégial. Le CA se renouvelle au tiers chaque année et l'équipe qui reste c'est l'équipe des salariés. Au niveau politique il y a les décisions de l'AG mais dans le fonctionnement le poids du directeur est très important. L'origine de la crise je n'en sais rien. L'histoire de l'Ultimatum climatique est importante parce que c'est à partir de là qu'il y a eu faute grave.

Jean Revest : Je suis mandaté par mon collectif de 20 associations et particuliers par rapport à l'ordre du jour de l'AG, que pour des raisons démocratiques on doit respecter. On ne peut pas se permettre de prendre des

décisions en dehors de nos associations. Que l'AG décide de se dissoudre ou de dissoudre le CA, ok mais moi je ne suis pas mandaté pour cela. Cette crise c'est la crise du Réseau et dans le Réseau : c'est la crise politique du Réseau et c'est la crise dans le Réseau en terme d'organisation et d'organisation salariale, il y a une double crise. Et donc s'il faut passer au vote pour élire un nouveau CA au tiers ou en totalité, il faut revenir aux comptes rendus des ateliers qui ont eu lieu ce matin et aux orientations politiques et de là émergera une orientation claire.

Jean-Yvon Landrac : Je suis l'un des initiateurs d'un appel de 11 anciens administrateur auprès du CA actuel pour leur demander qu'ils se parlent pour résoudre la crise: on s'est fait traiter de manipulateurs ! On a 9 personnes au CA qui ne se sont plus confiance et donc qui sont incapables de prendre des décisions collectives, il y a un problème de gestion des conflits au sein de ce collège. Pour avoir parlé aux salariés, je sais que ce n'est pas un problème politique, mais quand on voit le CA qui tergiverse, c'est incompréhensible. On est une AG souveraine et si le CA n'est plus capable de s'entendre, il faut le dissoudre. On élira en connaissance de cause les candidats au CA qui se présenteront.

Stéphane Kerckhove : Je ne suis pas certain qu'on ne mélange pas vitesse et précipitation. Va-t-on arriver à une décroissance du conflit ? Elire un autre CA demain c'est autre chose, cela ne va pas changer la donne. On peut élire un nouveau CA demain, mais il faut que ce soit un CA technique, qui n'est pas partie prenante dans ce conflit, un CA pour les campagnes ou pour mener les actions, et organisons une nouvelle AG dans quelques mois, une AG politique, on en sortira par le haut.

Martin Leers : Je suis moi-même un ancien salarié du Réseau, j'y ai coordonné l'élaboration des scénarios de sortie du nucléaire en 5 et 10 ans, et la campagne Stop-EPR de 2007. Je comprends la situation dans laquelle sont les salariés. J'étais un militant antinucléaire bien avant de devenir salarié du Réseau, j'ai passé du temps dans la rue comme vous tous ; j'ai vécu des situations de violence avec des CRS. En tant que salarié, j'ai vécu une situation de violence avec Stéphane Lhomme, il n'y a pas eu de justice, une incroyable violence envers moi et jamais le CA n'a réagi, Stéphane disait à un moment que j'étais là pour déstabiliser le Réseau. Ce dont je veux témoigner c'est qu'il y a certainement des problèmes politiques, mais il y a un autre problème qui est humain. Stéphane a des réactions abominables. Il a dit dans le passé qu'il était à la fois salarié et administrateur.

Monique Guittenit : C'est un problème complexe, un problème politique et de gestion. Il faut poser cette histoire d'Ultimatum climatique et toute la stratégie du Réseau, l'AG est là pour ça, je suis venue pour ça, on s'est tous engagés sur Copenhague même si on arrive à des conclusions différentes. Là maintenant on met le problème de gestion sur le dos du CA. Si ce n'était qu'un problème de salariés ou de gestion, cela serait depuis longtemps résolu. Pour avoir été au CA, je sais que c'est dur. Je ne dis pas que ce n'est pas dur d'être salarié. Ne mettons pas tout en l'air avec un tout nouveau CA. Que faut-il faire pour que le CA fonctionne mieux ? Diminuer le pouvoir de Philippe en tant que directeur ? Diminuer le pouvoir du porte-parole ? Débat sur un problème politique : il faut le trancher, on a eu des débats plus durs. Il y a un problème de gestion et un conflit avec des salariés en grève. Il y a deux ans on n'était pas loin de tout cela, j'avais proposé un comité de médiation, c'est toujours dans un papier, c'est peut être la solution, on n'est jamais arrivé à mettre totalement ce comité en place. Je ne pense pas qu'il faille tout ficher en l'air. Sur une réélection complète du CA j'ai relu les statuts : je n'ai pas vu qu'une AG puisse destituer un CA comme cela. Sauf preuve du contraire.

Benoist Busson (juriste) : Sur le point juridique, je n'ai pas la solution clé en main, juste quelques éléments techniques. J'ai connu de pires crises dans d'autres organisations si cela peut vous rassurer. La présente AG a la compétence pour révoquer le CA même si ce n'est pas inscrit à l'ordre du jour, car l'AG est souveraine. Il y a beaucoup d'arguments. Le problème c'est que quand vous révoquez ou éliminez un CA, c'est sur mandat de votre groupe et là beaucoup viennent d'apprendre le problème. Les personnes qui votent doivent avoir tous les éléments pour pouvoir voter. Le CA peut être révoqué mais que faire en attendant ? Si vous éliminez dans la foulée un nouveau CA en totalité, cela pose problème car certains d'entre vous n'auront pas été mandatés pour cela. Mais vous pouvez réélire un CA provisoire qui doit organiser une nouvelle AG, et avec un mandat précis. Ce sera une Assemblée Générale Ordinaire Extraordinaire (AGOE) qui élira un nouveau CA. Question : quelle est la feuille de route à donner à ce CA provisoire ? Car il va falloir faire revenir des gens qui viennent de loin pour la nouvelle AG. Si les salariés se mettent en grève, pour quelque raison que ce soit, le dernier mot appartient toujours au CA et à l'AG. On peut réélire un nouveau CA mais quelle feuille de route donner à ce nouveau CA ?

Philippe Brousse : Si cela continue comme ça, dans un mois ou un mois et demi le Réseau est foutu, le responsable financier peut en témoigner. On peut engager des choses, simplement il faut que tout le monde ait conscience du fait que la structure peut être anéantie dans un court laps de temps si les rentrées financières ne continuent pas.

*Pause*

Alain Rivat : Il faut l'élection d'une commission de conciliation par l'AG pour gérer la sortie du conflit la tête haute et selon les statuts le renouvellement du CA au tiers.

Nadine Schneider : J'essaie de faire la synthèse de tout ce qui a été dit et de façon récurrente : un constat d'échec - l'AG maintient-elle sa confiance au CA ? - demande de démission du CA (problème de fonctionnement) – on n'a pas de rapport moral, mais seulement un rapport d'activités - élire un nouveau CA - en finir avec cette situation - déficit d'information - destitution de CA – l'AG est souveraine - mettre tout le monde dans une salle - élire un nouveau CA ou un CA technique - problème politique, de gestion, de personnes ? - éclairage juridique : CA provisoire avec feuille de route.

Donc je propose de mettre au vote la proposition de destitution.

Xavier Renou : La discussion tourne autour de la question de savoir si c'est politique ou humain de destituer le CA. J'ai relu la contribution des salariés qui parle de violence, on n'a pas du tout dénoncé la violence qu'ils dénoncent à l'intérieur. En tant qu'ancien administrateur, je l'ai vécue aussi cette violence, mais le CA n'est pas intervenu. On a vu ce CA ne rien faire. Il faut traiter cette violence. Alors je pense qu'il faut voter la destitution du CA et le renouveler.

Annie Griffon : Je propose que la proposition d'Alain Rivat (renouvellement du CA par tiers + commission de conciliation) soit mise au vote de l'AG.

Antoine Calandra : C'est une illusion de croire que changer le CA changera tout. Il y a d'abord un problème de fonctionnement à changer. Changer un tiers du CA me va, mais il faut changer les règles de fonctionnement.

Jérôme Salès : Il paraît difficile de voter sur la proposition de Nadine. Ce qui ressort d'important est que le CA n'a pas réussi à résoudre le problème. Je propose que le CA se présente par liste avec un programme, une liste de 18 (9 + 9) personnes avec un plan d'action.

Jacques Bonnet : Il est plus simple que le CA démissionne plutôt que d'être démissionné. Il faut accepter de gérer pendant un court temps le technique, dans la voie de ce qu'a proposé Stéphane Kerckhove, pour préparer la reprise en main par la base du Réseau et une prochaine AG dans quelques mois.

Steven Mitchell : Le renouvellement du tiers du CA va-t-il changer quelque chose ? Virer tout le CA, est-ce que les salariés seraient d'accord, est-ce que cela va changer pour eux ? La non-violence n'est pas que la non violence physique mais aussi la façon de parler.

Jean Revest : Nous avons trois options : on démissionne le CA, le CA démissionne, ou bien on en renouvelle le tiers comme d'habitude. Cela ne sert à rien tant qu'on n'a pas de stratégie, d'orientation politique. On accompagne le système ou non, et qu'est-ce qu'on fait avec cela ? Et aussi la question de la violence qui s'exprime aussi dans une grande violence sociétale. Que fait-on avec ces options ?

Corinne François : C'est une situation d'urgence, il y a le problème des finances, si on ne fait pas d'appel de fonds. Si demain on part et qu'il y a toujours blocage, on court à la catastrophe. Je n'aime pas l'idée de démission, plutôt destitution. Il faut que les candidats se présentent pour constituer une nouvelle équipe, partir sur un CA provisoire ou définitif, donner une feuille de route, se fixer un délai : 6 mois ? Il faut repartir vite, se donner la ligne politique qui est la mission du Réseau. La 2<sup>ème</sup> mission du CA élu demain : comment adapter la machine Réseau à l'évolution qui a eu lieu pendant des années ? Mettre en adéquation la machine Réseau avec ce qui se passe au niveau politique (Sarkozy). Il y a des ressources hors CA, il serait peut-être dommage qu'on ne profite pas des ressources extérieures qui nous aident. Les grosses organisations travaillent avec leur bureau politique mais aussi avec des apports extérieurs. Il n'y a plus de capacité de recul.

Thierry Manceau : Il y a une souffrance manifestée, il faut aussi savoir consommer la rupture. J'estime que chez les membres du CA il y a de la souffrance témoignée. On consacre cette rupture en révoquant le CA, et on élit un CA provisoire dont la mission est de résoudre ce conflit, ce qui ne peut être fait aujourd'hui. Il y a un travail qui a été fait. Les salariés doivent reprendre espoir en une nouvelle équipe d'administrateurs. Il faut gérer cette souffrance sociale et quand je parle des salariés, Stéphane en fait partie. Il faut reconnaître que le CA n'a pas géré la situation, remettre à plat et consommer la rupture.

Philippe de Rougemont : J'ai une expérience à Genève dans une association avec un problème similaire, il y a eu un comité d'administration provisoire et cela s'est bien passé. Je ne vois que cela à faire.

Dominique Bohn : L'AG ne se passe pas dans la sérénité. Je trouve que ce que Thierry a dit sur la souffrance est vrai. Il faut laisser du temps. Je suis contre le putsch, je l'ai dit à Philippe Brousse. Vu d'ici, on a l'impression d'être pris en otage. Que les salariés sachent que maintenant on est courant, mais il ne faut pas que les salariés reprennent le travail parce qu'on démissionnerait le CA, parce que ce serait ce qu'ils voudraient (*protestations dans la salle*). Il faut dire que cela va changer, remise à plat du problème. On a sûrement grandi trop vite, on n'a pas les compétences suffisantes pour gérer une structure aussi grande, c'est quand même un million d'euros de budget. Il faut avoir accès aux décisions du CA pour savoir où on en est, car c'est nous l'AG donc je voudrais savoir ce qu'on met entre les deux.

Dominique Lalanne : Il faut accoucher de quelque chose avant de partir. Il se dégage de façon majoritaire l'idée que le CA a, malheureusement, failli à sa mission. Il faut élire un nouveau CA provisoire pour gérer cette crise, donc faire une feuille de route comme le propose notre juriste. Mais qu'est-ce qu'on leur demande ce soir ? L'idée qu'un autre CA soit mandaté pour résoudre ce problème semble exprimée majoritairement.

Benoist Busson (juriste) : Il y a soit la possibilité comme le proposait Alain Rivat de réélire un tiers du CA et de nommer une commission de conciliation, soit de révoquer le CA et de nommer un CA provisoire. Puis il y a la question de la feuille de route, quel que soit le CA. En termes de procédure, il faut que l'AG se prononce, il faut soumettre les deux propositions à l'assemblée, écrites et projetées à l'écran, et que vous réfléchissiez. Pour la feuille de route, que ce soit pour la commission de conciliation ou pour le CA provisoire : que lui demander ?

J'ai cru déceler un problème du périmètre du poste de Stéphane Lhomme et un problème de management. Qui donne les directives au sein du Réseau ? C'est une organisation qu'on ne trouve pas dans les autres associations, chez lesquelles il y a un président et un directeur et le premier exceptionnellement délègue au second. Dans la feuille de route, est-ce qu'on inscrit cette question des statuts ou pas ? Il y a la question du délai pour résoudre le problème, la question du délai de la feuille de route : le CA a-t-il un mandat de 1 ou 6 mois ? Aussi par rapport à la commission de conciliation.

Dernier point : tous les salariés sont soumis aux règles statutaires, s'il y a un conflit il faut aller jusqu'au bout du débat, peut-être soulever des points de vue discordants mais statuer. Il faut pouvoir débloquer la situation.

Donc l'AG doit se prononcer sur les deux formules en terme de procédure. Et il faut écrire une feuille de route que l'AG votera demain.

Jean-Marie Brom : Pour la clarté du débat, on ne peut pas voter en opposition ce que propose Alain Rivat et une autre motion qui voudrait la destitution du CA. Il ne faut pas opposer les deux en tant que tels, puisque le fait d'élire un nouveau CA n'empêche en rien la mise en place d'une commission de conciliation. Quel que soit le CA, il faut une feuille de route. Il faut commencer par décider si on demande la démission du CA et combien donc on élit de membres du CA demain : 9 administrateurs ou 3 ?

Alain Rivat : Quelle que soit la décision du nouveau CA, cela ne résout pas la question qu'on ne sait pas gérer le conflit au Réseau. Problèmes de mandats, de statuts, vous votez pour qui vous voulez demain mais que l'AG décide de savoir qui fera partie de cette commission de conciliation et quelle est sa capacité de décider en cas de conflit.

Stéphane Kerckhove : Une proposition plus amiable par rapport à la destitution car c'est violent comme mot : poser la question « maintenez-vous votre confiance aux administrateurs ? ». L'AG du Réseau élit un nouveau CA dont la mission est de trouver une solution au conflit en lien avec les parties prenantes.

Marie Nicolas : Benoist Busson a parlé du rôle du nouveau CA qui serait différent d'une commission de conciliation. Le Réseau doit pouvoir continuer à fonctionner. On ne va pas s'arrêter pendant 6 mois. Comment introduire cette notion de responsabilité du CA pour poursuivre le fonctionnement et les actions ?

Charlotte Van Der Vegt : Il serait peut-être plus judicieux de réfléchir à un nouveau CA à 3 ou 9 nouveaux membres qui travaille sur le nucléaire + une commission de conciliation/médiation sur le rôle de chacun au sein du Réseau : salariés, CA, etc. Et nous serons plus dans les règles pour lesquelles nos groupes nous ont mandatés.

Corinne François : Il faut absolument passer à un vote donc mettre les propositions en forme pour demain : un CA comptant 3 ou 9 nouveaux membres + une commission de conciliation.

Jean-Marie Brom : Quand on fait un vote, il faut faire des formulations pour faciliter la prise de décision des personnes. Les questions qui se posent se ramènent à des questions simples : veut-on un renouvellement complet du CA pour que le Réseau puisse continuer, et veut-on une commission de conciliation à côté du CA ? Il faut donc poser deux questions différentes. Il y a la question du CA provisoire aussi. Un mot gênant aussi : révoquer. Les votes seraient donc : Êtes-vous pour ou contre que l'AG révoque ou démissionne le CA dans son ensemble pour réélire un nouveau CA assorti d'une commission spécifique ? Quelle feuille de route ?

*Benoist Busson (juriste du Réseau) rédige des formulations et propose de voter sur deux questions et sur la chronologie. La feuille de route ne peut être rédigée tout de suite et sera discutée le lendemain par l'Assemblée.*



**Vote sur la chronologie :**

**Etes-vous d'accord sur la chronologie suivante :  
un vote samedi sur la procédure de sortie de crise  
ET**

**un vote dimanche sur la feuille de route ou le mandat donné à l'organe chargé de résoudre la crise, et le délai de ce mandat.**

**La feuille de route sera décidée par l'AG à partir d'une motion rassemblant 25 % des voix des membres adhérents présents ou représentés.**

Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
6	89	0	12	107
6%	83%	0%	11%	100%

**ADOPTE**

**Vote sur la procédure de sortie de crise :**

**Proposition 1 : L'AG révoque le CA actuel et nomme un CA provisoire avec mandat de résoudre la crise actuelle. Le contenu et la durée du mandat seront fixés demain dimanche.**

Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
6	86	19	4	107
5%	75%	17%	3%	100%

**ADOPTE**

Précision de Benoist Busson (juriste) : Le mot "révoquer" est un terme technique juridique, c'est un terme neutre qui n'est pas connoté négativement.

**Proposition 2 : L'AG ne révoque pas le CA mais le renouvelle par tiers ce dimanche, et décide de nommer une commission de conciliation.**

*Débat autour de la formulation de la 2<sup>e</sup> proposition. Il est proposé que la question de la création d'une commission de conciliation soit soumise au vote indépendamment de la question de la révocation ou du renouvellement par tiers du CA, mais cela n'est pas accepté.*

*La première proposition étant adoptée, la seconde n'est pas soumise au vote puisqu'elle est contradictoire avec la décision prise.*

**En raison de l'urgence et de la longueur du débat sur la crise, l'ordre du jour est modifié :**

- **le point « Restitution des ateliers du samedi matin » est supprimé, les comptes rendus écrits des ateliers seront joints au compte rendu final de l'AG ;**
- **les présentations et votes des motions et campagnes sont reportés intégralement au dimanche.**
- **la validation des modifications du règlement Intérieur prévue de 10h à 10h15 et l'AG extraordinaire prévue de 10h15 à 10h30 sont reportés à la prochaine AG qui aura lieu au plus tard fin juin 2010.**

## **DISCUSSION SUR LA CRISE INTERNE (suite) Dimanche 7 février 2010**

Alain Rivat : En tant qu'administrateur révoqué, je ne peux pas assurer l'animation pour laquelle j'avais été mandaté. Je souhaite que l'AG désigne quelqu'un pour qu'il n'y ait aucune ambiguïté sur qui sera à la tribune : il y a beaucoup de travail sur la feuille de route.

Jean-Marie Brom : Alain propose que l'AG désigne des animateurs donc il faut voter. (*Pas d'objections dans la salle*) Il n'y a pas d'objection donc la proposition d'Alain est recevable. Qui est candidat pour animer cette AG ?

*Deux personnes se proposent : Loëticia Carougeat et Pierre Joanin.*

**La salle demande que les candidats se présentent brièvement :**

Pierre Joanin : Je suis bénévole, je suis surpris par le conflit, je me propose comme animateur car je suis neutre par rapport aux personnes que je ne connais pas et je veux une partie de la matinée où on parle de choses

importantes car en ce moment ce sont les pro-nucléaires qui sont en train de gagner. Qu'on vote rapidement pour les administrateurs et qu'on passe au débat sur le nucléaire : que représente la France en tant que puissance nucléaire ?

Loëticia Carougeat : Je veux animer sachant qu'on a beaucoup de retard, si personne ne veut je retourne à ma place.

Jean-Marie Brom : Je précise que je ne suis pas candidat pour animer aujourd'hui, car je ne veux pas prêter à polémique. Je propose seulement un vote pour accepter ensemble les deux animateurs qui se proposent.

**Vote : Etes-vous POUR ou CONTRE les candidatures de Loëticia Carougeat et Pierre Joanin à l'animation de l'AG le dimanche ?**

Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
0	100	0	6	106
0%	94%	0%	6%	100%

**ADOPTE**

Qqun : Il y a aussi la question de la place de Philippe Brousse, il faut qu'il quitte la tribune.

Philippe Brousse : Je ne tiens pas à rester à la tribune. Il y a simplement un problème, car Jean-Yves Chetail (technicien son) n'est pas encore là donc je fais le lien entre l'animation et la sono. Mais l'AG est souveraine donc je quitte la tribune.

Jean-Marie Brom : Il faut se prononcer sur la durée du mandat et sur la feuille de route. Durée du mandat pour le CA temporaire ?

Qqun : La durée dépend de la mission !

Qqun : Il faut d'abord ré-ouvrir les candidatures au CA, avant de parler ces sujets. On pourra alors voter dans une heure, sinon cela va durer plus longtemps.

Patrick Destruhaut : Il faut un délai qui ne doit pas dépasser un mois maximum, le CA est non pérenne et ceux qui se présentent ne font pas partie de l'ancien CA car on l'a révoqué en totalité donc on ne réélit qu'un nouveau CA.

Rémi Verdet : Si nous voulons que le travail soit fait, il faut 6 mois, jusqu'à mi-septembre car il faut que le CA travaille mais il faut aussi organiser une nouvelle AG et cela prend du temps, idem pour les représentants de groupes qui viendront à cette prochaine AG.

Dominique Lalanne : Il faut discuter des deux (délai et mandat), qui sont liés. Le délai n'est pas trois semaines ou un mois c'est clair, mais la question c'est : avant ou après l'été. J'ai l'impression qu'il y a une certaine impatience des associations pour que cela avance donc la fin de l'été c'est un peu loin. En été il y a peut-être plus de réflexions mais c'est aussi un temps mort, or en tant que militant la reprise d'après l'été est difficile. J'ai donc une peur associative pour septembre. L'AG veut aller vite donc juillet serait bien.

Monique Guittenit : Avant l'été, je suis d'accord avec Dominique.

Jérôme Salès : Avant l'été. Deux choses : il faut parler aussi des missions car on a voté sur un CA provisoire, et il faut une mission claire, précise, ponctuelle pour en finir avant l'été.

Hervé Prat : Il faut se laisser le temps de résoudre la crise immédiate et voir l'évolution des dons suite à l'exposé du commissaire aux comptes, cela nous donnera une vision d'ici 6 mois donc avant l'été. Et pour la réélection du CA ce matin, il faut un dépôt de nouvelles candidatures immédiates, dont des anciens membres du CA aussi s'ils le veulent.

Jean-Marie Brom : Point technique : c'est la durée du mandat du CA qui va déterminer la période de l'AG.

Nadège Morel : Il y a un problème de logistique pour l'AG : il faut trouver un lieu disponible, c'est difficile, souvent les salles sont prises six mois ou un an avant. Je suggère que l'AG donne au CA provisoire un mandat qui irait jusqu'à fin septembre au maximum, mais avec mandat d'organiser l'AG en juillet ou juin si possible. Ainsi, en cas de problème matériel, le CA aurait quand même une légitimité pour travailler jusqu'en septembre.

Xavier Renou : Une AG c'est compliqué et cher. Je fais une proposition : elle pourrait se faire lors des rencontres d'été où le climat est plus apaisé pour se réunir et c'est dans notre délai.

Dominique Bohn : C'est une mauvaise AG, on ne s'entend pas, la prise de parole est difficile. Je suis pour de la sérénité. Je demande que le CA technique et temporaire ne soit pas de 9 personnes, nous avons aussi des bénévoles pour aider les salariés pour une AG, nous sommes un Réseau. Que ce CA ne soit pas composé de l'ancien CA, ils pourront se représenter dans 5 mois, prenez des vacances, mettez-vous en sommeil et représentez-vous dans 5 mois si vous voulez.

Loëticia Carougeat : Il faut un CA technique et provisoire jusqu'en juin. Il faut voter sur la durée du mandat.

Jean Fayard : Je propose la région stéphanoise pour une AG en juin.

### **Vote sur la proposition : Le CA provisoire aura un mandat jusqu'au 30 juin 2010.**

Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
5	108	1	6	120
4%	90%	1%	5%	100%

**ADOPTE**

Jean-Marie Brom : Point d'ordre : je veux que Benoist Busson vienne expliquer qui peut se présenter à cette élection puisque c'est lui qui a soulevé cet aspect.

Benoist Busson (juriste) : C'est purement technique : comme nous avons une mesure exceptionnelle avec ce CA provisoire, tout le monde peut se présenter sauf si l'AG en décide autrement tout de suite - mais cela compliquerait et c'est déjà assez compliqué. Dans le Règlement Intérieur : il faut normalement une candidature écrite mais je propose un simple mot écrit et signé. Il faut des binômes, c'est un vote normal, on revient dans les normes. Le contenu du mandat du CA sera dans la feuille de route. Et à l'AG de juin devront être ratifiées les décisions du CA provisoire. Et à ce moment, pour cette AG de juin, il y aura des nouvelles candidatures dans des conditions plus normales avec un temps pour les apprécier.

Loëticia Carougeat : Que les candidats viennent donner leur nom et celui de leur suppléant. On donne une heure pour le dépôt des nouvelles candidatures, c'est un temps raisonnable. Maintenant la parole est donnée à l'AG quant à la feuille de route, et toutes les modifications pouvant être apportées pour améliorer l'état du Réseau.

Pierre Péguin : Je souhaite que les membres de l'ancien CA ne soient pas élus par l'AG, ils sont révoqués, on cherche du sang neuf, je demande un vote là-dessus.

Michel Bernard : Je fais la proposition inverse, je suis candidat suppléant, je ne vois pas comment je peux prendre la suite sans qu'il y ait des anciens vu que les informations que j'ai sont insuffisantes. Je propose une personne des deux groupes d'avant.

Didier Gaillard : Je suis embêté, on parlait de feuille de route et on revient à la composition du CA. Je me suis prononcé hier sur le conflit et là on m'invite à parler de la feuille de route. On parle de quoi ?

Plusieurs dans la salle : De la feuille de route.

Qqun : Donc le mandat du CA c'est mettre en oeuvre le protocole de sortie de crise, la gestion des ressources humaines par le CA, le directeur, des indemnités, pas de licenciement.

Domitille Hugentobler : Qu'on fasse confiance au vote de chacun, on voit qui doit se représenter d'accord, mais ensuite ce sont les votes qui diront qui fait partie du nouveau CA. La révocation concernait le CA dans son ensemble, pas les individus qui auraient mal travaillé.

Jacky Berthomé : J'ai l'impression qu'on n'avancera pas, il y a un problème de communication. Je suis de l'avis de Michel Bernard : si le CA a été révoqué ce n'était pas pour refuser les candidatures aujourd'hui, c'était sur leur incapacité à gérer la crise. Le Réseau s'écroule or je trouve que certains font tout pour prouver qu'on a bien fait de révoquer. Il faut repartir sur de bonnes bases, ne pas écrouler tout le travail fait depuis quelques années, ce serait idiot. S'ils souhaitent se représenter, cela doit pouvoir être faisable. Il faut inscrire sur la feuille de route : point communication, point salariés, point administrateurs. Je suis nouveau, je m'étais inscrit pour être candidat au CA mais sans savoir tout cela donc j'arrive dans des conditions différentes de ce qui était prévu, mais je veux bien être élu provisoirement. Les salariés ont des revendications, il faut les écouter 3 ou 4 minutes pour savoir ce qu'ils veulent au juste en 3 ou 4 points et qu'ils reprennent le travail le plus vite possible. Il va falloir rétablir la communication. Je veux bien faire confiance à tous y compris à Stéphane Lhomme mais il faudra peut-être mettre un tampon entre Stéphane et les salariés. Que les communications passent par le bureau de Lyon.

Loëticia Carougeat : Il faut déterminer 3 ou 4 grandes lignes prioritaires pour la feuille de route car 6 mois c'est court : donc, clarifier la hiérarchie entre les salariés et le CA, évaluer la refonte et la relance du Réseau. Avoir des points clairs.

Esteban Montoya : Un poste chargé des relations extérieures et porte-parole c'est difficile. Il y a des pressions quand on parle de choses secret défense. Je propose plusieurs porte-parole pour le Réseau qui grandit, deux ou trois comme je l'ai vu ailleurs. Que ce soit clair et que le CA puisse mandater clairement.

Patrick Monnet : Nous sommes en AG, chacun a le droit d'être candidat. C'est toute l'équipe qui a été résiliée. La feuille de route aura un statut fixé d'avance pour savoir pour qui on vote et pourquoi on vote pour eux. Dans le nouveau CA, qu'il soit prévu pour 2010 un bureau, des personnes qui ont une mission fixe.

Frédéric Boutet : Je pense comme Michel Bernard qu'il faut une continuité dans le CA. Je suis au CA et j'ai essayé d'y apporter des choses mais je suis aujourd'hui déçu car on me voue une inimitié. Dans le dossier de licenciement de Stéphane Lhomme il est écrit qu'il n'est pas irremplaçable, imaginez un inspecteur du travail devant ça ! J'ai voté contre le licenciement. D'accord c'est hors sujet mais pour la feuille de route il faut partir d'un constat. J'ai proposé des choses constructives depuis un mois mais il y a eu des vetos à chaque fois, la minorité a bloqué la démocratie et ce déni de démocratie est accepté. Je suis d'accord avec la fédération des anarchistes sur la feuille de route : le recrutement et le licenciement sont faits par le CA. J'ai constaté que depuis 2009, des salariés politiques ont pris une importance considérable. Pas besoin de faire des grèves pour parler de la réorientation. Il y a une réorganisation à faire sur la communication car il n'y a que Stéphane Lhomme qui parle. Une réorganisation du pôle communication et que le CA s'occupe des embauches.

Brigitte Alban : Je voudrais faire une proposition. J'ai découvert les relations entre Stéphane Lhomme et les salariés, et je suis un peu stupéfaite que dans une association le poste de porte-parole soit tenu par un salarié. Normalement c'est le CA qui désigne les porte-parole et tient ce rôle car c'est politique. Que Stéphane Lhomme garde son rôle d'alerte. Il est important de nommer un responsable des ressources humaines pour qu'ils travaillent tous ensemble. C'est ma première AG. Il est temps de donner la parole aux salariés pour avoir leur point de vue.

Loëticia Carougeat : Les points sont écrits sur l'écran.

Benoist Busson (juriste) : Les décisions du CA provisoire seront ratifiées par l'AGOE de juin, qui élira un nouveau CA. Contenu et mission sont à débattre ici, il faut aborder tous ces points.

Qqun : Il faut un porte-parole qui ne soit pas un salarié et c'est intéressant qu'il y ait plusieurs porte-parole.

Stéphane Lhomme : C'est déjà le cas, c'est statutaire, cela fait partie des médisances !

Loëticia Carougeat : Vous pouvez prendre la parole à propos de la feuille de route provisoire proposée.

Cédric Lucas : On a oublié la grève, il va falloir reprendre les revendications des salariés. La composition du CA : tout le monde peut se représenter, certains sont bloqués par les revendications des salariés.

Pierre Joanin : C'est implicite dans le point 1.

Chantal Cuisnier : Je rappelle les propositions des anarchistes sur la mission du CA provisoire : la fonction principale du CA est de préparer l'AGOE et de faire le fonctionnement courant. On parle de commissions, mais ne faisons pas l'erreur d'intégrer beaucoup de personnes de l'extérieur, ce serait source de conflits.

Marc Saint-Aroman : Les expressions et discussions de deux ateliers sur le fonctionnement, de 15 personnes diverses, ont été définies dans les grandes lignes et synthétisées en quelques points par Bernadette hier soir. Cela pourrait être présenté et permettre au nouveau CA de fonctionner. Sur les pouvoirs du CA il y a beaucoup de points évoqués et la relecture pourrait aider.

Thierry Manceau : Cela vient un peu en décalage, je veux dire que le nouveau CA a pour mission de prendre en compte les revendications des salariés pour résoudre le problème, ce n'est pas le rôle de l'AG ici et on ne s'en sortirait pas. Il faut faire confiance au nouveau CA. On a démis un CA entier, pas les individus. Il faut travailler sur les prochaines AG avec des orientations politiques, car depuis hier on parle gestion du personnel et pas de politique ; à moins que tout le monde veuille être bénévole au Réseau, le premier problème c'est la gestion du personnel. Certains sont venus et sont déçus. On élit un nouveau CA pour remettre de la confiance avec les salariés et ensuite préparer l'AG pour travailler sur des décisions politiques, c'est bien écrit ici, s'il y a d'autres actions le CA pourra s'en emparer et travailler avec le CA suivant.

Steven Mitchell : Petit point avant de passer au vote pour la feuille de route, j'aimerais bien entendre une voix de salariés pour avoir leur avis.

Qqun : Il est important de communiquer, or j'ai l'impression qu'hier il y a eu trop de volontés de faire table rase de plein de choses. On ne sait pas ce qu'il en est du fonctionnement du porte-parole, il y a des tensions depuis sans doute plusieurs années, je ne sais pas comment les choses ont éclaté, il y aurait eu des votes contredits. Je pense que le CA doit s'occuper de l'embauche et pas le directeur des ressources humaines, que l'AG soit souveraine et les membres décident.

Corinne François : Il faut aller vite, c'est trop détaillé cette feuille de route, c'est le boulot qui sera fait pendant un an ou deux, on n'aura pas le temps. La feuille de route c'est d'abord remettre le Réseau en marche. Inquiétude : quelles sont les candidatures acceptées, acceptables ? Ce ne sont pas les personnes qui ont été révoquées, c'était le problème du fonctionnement du CA dans son ensemble. Cela veut dire que les administrateurs révoqués peuvent tous se représenter.

Benoist Busson (juriste) : Synthèse : le CA est démissionné car il y a un blocage insurmontable, cela arrive dans plein d'associations, les administrateurs peuvent se représenter.

Loëticia Carougeat : On supprime les sous-titres ou non ? Les points 4 (l'ensemble du personnel salarié du Réseau sera conservé pour la totalité du mandat du présent CA dans le respect du code du travail et des ressources financières), 5 (définir les protocoles de fonctionnement : du CA, de la communication, des relations extérieures) et 6 (procéder à une refonte des Statuts et du Règlement Intérieur) sont intégrés dans le point 3. On relit la feuille de route.

### **Vote sur la feuille de route provisoire, point par point pour conserver ou non chaque point, pas de vote sur le contenu :**

1- Terminer le conflit actuel et remettre le fonctionnement du Réseau en marche :

- a. Appels à dons
- b. Bulletins
- c. Actions décidées lors des AG
- d. Communication

Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
2	115	0	0	117
2%	98%	0%	0%	100%

**ADOPTE**

2 - Clarifier les rapports de hiérarchie entre les salariés et entre le CA et les salariés (procéder à une modification des statuts si besoin), clarifier le rôle du porte-parolat, du directeur des ressources humaines, etc.

Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
8	110	0	2	120
7%	92%	0%	1%	100%

**ADOPTE**

3 - Procéder à une évaluation et à une refonte des modes de fonctionnements et responsabilités au sein du Réseau. L'ensemble du personnel salarié du Réseau sera conservé pour la totalité du mandat du présent CA dans le respect du code du travail et des ressources financières.

Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
18	65	6	23	112
16%	58%	5%	21%	100%

**ADOPTE**

**La feuille de route est adoptée dans son intégralité.**

# ELECTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION PROVISOIRE

## Dimanche 7 février

### **Candidats au CA provisoire :**

<b>Titulaires</b>	<b>Suppléants</b>
Jacky BERTHOMÉ	François MATIVET
Frédéric BOUTET	Michel LATTUGA
Rémi FILLIAU	Sophie MOREL
Michel GUERITTE	Loëticia CAROUGEAT
André LARIVIÈRE	Olivier PLATTARD
Jean-Marc LUQUET	Michel BERNARD
Steven MITCHELL	Joan FERRAGU
Daniel ROUSSÉE	Marc SAINT AROMAN
Nadine SCHNEIDER	Corinne FRANÇOIS
Rémi VERDET	Jean-Marie BROM
Cédric LUCAS	Samuel LAGRANGE

### **Discussion avant la présentation des candidats :**

Benoist Busson (juriste) : Les personnes candidates à l'origine sont présumées être toujours candidates sauf si elles expriment le contraire.

Loëticia Carougeat : Des expressions sont possibles mais le temps est court : 5 prises de parole.

Isabelle Taitt : Hier il n'y a eu aucune prise de parole possible, le CA a été révoqué, je ne vois aucune raison de me représenter.

Patrick Destruhaut : Je n'étais pas partant au départ car je suis déjà dans les faucheurs et déjà bien pris dans des actions collectives. Vu comme cela s'est passé pour le CA hier, où j'étais contre la révocation du CA, je ne vois pas pourquoi je maintiendrais ma candidature donc je me retire, je verrai après.

Qqun : Maintenir une personne de chaque camp dans le nouveau CA est une bonne idée.

Joan Ferragu : Question : comme le CA est amené à être renouvelé entièrement, il faut voter pour 9 candidats ?

Benoist Busson (juriste) : Oui, 9 au plus.

Jean Revest : Dans la mesure où on élit un CA de crise, est-il nécessaire de mettre des suppléants ? Car cela demande du temps.

Benoist Busson (juriste) : Oui, c'est prévu par les statuts.

Qqun : Il faudrait indiquer les sortants sur la liste.

Benoist Busson (juriste) : Les personnes qui ne seraient pas sur la liste sont invitées à manifester leur désir de poser leur candidature.

Qqun : Le Règlement Intérieur indique que la fonction de représentant d'un parti politique n'est pas compatible avec la fonction d'administrateur, or Jean-Marie Brom est candidat aux élections régionales.

Jean-Marie Brom : Je suis mis en cause personnellement. Pour vous éclairer sur le représentant d'un parti politique, je suis effectivement en position non éligible d'une liste Europe Ecologie Alsace en tant que Vert, en accord avec Rémi Verdet, avec lequel je me présente pour l'élection au CA, en position d'administrateur suppléant. Si l'AG met au-dessus le fait que je suis sur une liste électorale même en position non éligible, que l'AG ne vote pas pour Rémi et moi. Si l'AG estime qu'on peut se représenter, elle vote.

Benoist Busson (juriste) : Dans le Règlement Intérieur, les représentants d'un parti politique ne sont pas éligibles mais je ne vois pas de disposition qui empêcherait qu'un candidat sur une liste se présente. Mais si Jean-Marie est ensuite élu pour Europe Ecologie, il faudra qu'il démissionne du CA.

Qqun : J'ai l'éclairage d'une avocate, qui a estimé qu'un candidat est un représentant politique.

Emelyne Faure : J'interviens en tant que mandatée par les Amis de la Terre France, qui demandent que les candidats au CA annoncent leur participation à des partis politiques.

Benoist Busson (juriste) : On est nombreux à avoir une carte de parti. Le problème de l'appartenance c'est quoi ? On met le curseur où : avoir une carte d'un parti ? être candidat à une élection ? Peut-on se présenter à cette élection du CA si on est candidat à une élection politique ? Je propose de soumettre cette question au vote de l'AG et d'avancer.

Rémi Verdet : Il y a eu des précédents sans problèmes, des personnes qui étaient sur des listes, et une personne dans le CA révoqué a été tête de liste tout en étant au CA. Elle aurait dû démissionner, alors. Je précise que je préfère pour raison de clarté que Jean-Marie ne se présente pas.

Daniel ? : Ce vote décide de revenir sur un terme de Règlement Intérieur. On ne peut pas créer une règle au cas par cas. On parle de représentant d'un parti politique.

Qqn : On est représentant quand on est élu seulement, ou aussi quand on est candidat ?

Benoist Busson (juriste) : Si on s'aperçoit que la moitié des candidats au CA sont des représentants de parti politique, que fait-on ? C'est à l'AG de décider si c'est possible ou non.

Jean-Claude Mary : Beaucoup d'entre nous sont membres ou représentants d'un parti politique, on ne peut pas se priver de compétences. Faut-il interdire à ces membres d'être élus ?

Qqn : Quand on est sur une liste, on est porte-parole du parti.

Frédéric Boutet : A partir du moment où on peut identifier dans la presse telle ou telle personne dans tel parti et si on peut aussi la voir dans le CA, il faut que cela se sache ici et on rentre dans le cas du Règlement Intérieur qui s'applique. Le Réseau subit des pressions des partis politiques qui y voient des électeurs, c'est important de savoir qui est à l'intérieur. Jean-Marie a mis sur Internet qu'il est membre d'une association anti-nucléaire et il n'y en a pas plusieurs de ces associations.

**Vote : Doit-on considérer comme « représentant » d'un parti politique une personne qui se présente à une élection politique ?**

Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
9	46	61	10	126
7%	37%	48%	8%	100%

**REJETE**

***Les candidat-e-s se présentent à tour de rôle devant l'assemblée, 3 minutes par binôme.***

**Election des binômes « titulaire + suppléant », vote à bulletin secret :**

Animateurs : Election à un seul tour : sur le bulletin doivent être inscrits les nom et prénom du titulaire seulement, sans rien d'autre. Il y a 9 élus au plus. Merci de lever vos cartons pendant la distribution des bulletins de vote pour savoir si vous avez aussi un pouvoir.

Benoist Busson (juriste) : C'est un scrutin à un seul tour. Il faut au moins 25 % du nombre des votants pour être élu, si certains n'atteignent pas 25% ils ne seront pas élus, le CA n'aura pas 9 administrateurs mais cela n'a pas d'importance, 9 est simplement le nombre maximum prévu par les textes. Le bulletin doit normalement être plié en 4 avant d'être mis dans l'urne, qui est vide, je m'en porte garant. Signez la liste d'émargement sur la ligne désignée par le nombre affecté à votre carton de vote, venez avec votre ou vos carton(s) de vote.

Animateurs : Il reste 10 min avant de terminer l'AG. Pendant le dépouillement vous pouvez annoncer des choses importantes si besoin. Il faut 4 personnes pour le dépouillement : 2 pour dépouiller et 2 qui surveillent et notent les noms. On peut présenter les motions pendant que le dépouillement se fait au fond de la salle.

*Le dépouillement se fait dans le fond de la salle, sous contrôle de Benoist Busson, juriste du Réseau. Pendant ce temps : étude des motions et campagnes. Les résultats de l'élection du CA seront donnés après le repas en début d'après-midi.*

**Résultats du vote, annoncés en début d'après-midi :**

Votants : 129  
 Exprimés : 127  
 Nul : 1  
 Blanc : 1

<b>Binôme « Titulaire + Suppléant »</b>	<b>Nombre de voix</b>	<b>Elu / Non élu</b>
Jacky BERTHOMÉ / François MATIVET	108	ELU
Frédéric BOUTET / Michel LATTUGA	48	NON ELU
Rémi FILLIAU / Sophie MOREL	89	ELU
Michel GUERITTE / Loëticia CAROUGEAT	33	NON ELU
André LARIVIÈRE / Olivier PLATTARD	119	ELU
Jean-Marc LUQUET / Michel BERNARD	107	ELU
Steven MITCHELL / Joan FERRAGU	114	ELU
Daniel ROUSSÉE / Marc SAINT-AROMAN	94	ELU
Nadine SCHNEIDER / Corinne FRANÇOIS	97	ELU
Rémi VERDET / Jean-Marie BROM	91	ELU
Cédric LUCAS / Samuel LAGRANGE	90	ELU

**PRESENTATION ET VOTE DES MOTIONS**  
**Dimanche 7 février 2010**

**Motion n°1 : Pluralisme et refondation du Réseau « Sortir du nucléaire »**

*Présentée par le Collectif meusien contre l'Enfouissement des Déchets radioactifs (CDR 55), Les Amis de la Terre Midi-Pyrénées (31), Stop Transports – Halte au nucléaire (67), le Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la Plaine du Rhin (68), Silence (69).*

*Présentation par Nadine Schneider*

**Nous avons la conviction que seul un rassemblement large de nombreux secteurs de la société peut développer l'audience et la force du message antinucléaire au point de conduire à une décision politique de sortie de nucléaire. Cet objectif est au cœur de la Charte de notre fédération.**

**Donnons-nous les moyens de l'atteindre :**

- **réaffirmons que l'identité politique fondamentale du Réseau réside dans son pluralisme ;**
- **réformons la structuration et le fonctionnement du Réseau dans le cadre d'un processus de refondation.**

Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
7	76	17	7	107
7%	71%	16%	7%	100%

**ADOPTE**

**Prises de parole ayant eu lieu avant le vote :**

Qqun : Elle ne correspond plus à rien, l'AG a cadré la responsabilité du CA.

Nadine Schneider : Elle va dans le sens d'un esprit plus large, le Réseau a évolué depuis sa naissance.

Loëticia Carougeat : Vous maintenez la demande de vote sur cette motion ? On la repousse à juin ? On la vote ?

Nadine Schneider : Oui, on souhaite qu'elle soit soumise au vote de l'AG.

Qqun : Pas besoin de voter pour savoir si on la vote, chacun vote ce qu'il pense.



## **Motion n°2 : Réseau « Sortir du nucléaire » et initiatives concernant le CLIMAT**

*Présentée par Tchernoblaye (33)*

*Présentation par Stéphane Lhomme*

Je renonce à mes fonctions de porte-parole du Réseau « Sortir du nucléaire » ce qui me donnera du temps pour mes autres activités de presse etc. Cette opération qui a eu lieu pendant l'AG constituait à débarquer le CA et ceux qui refusaient la signature de l'Ultimatum climatique. Il y a une focalisation sur le thème du climat qui aspire y compris le Réseau, qui a été amené à signer l'appel Ultimatum climatique, adressé à Sarkozy, lui demandant de prendre la tête du changement climatique mais sans lui dire « sans le nucléaire ». On a intérêt à investir la question climatique. En 2000 on manifestait à Bordeaux « ni nucléaire ni réchauffement climatique », il faut continuer mais en disant « sans le nucléaire ». Bien sûr que le Réseau peut signer d'autres propositions qui ne parlent pas de nucléaire, sur des thèmes autres que le climat (défense de militants, ...). Sur le climat, le Réseau ne signera aucun texte qui ne demande pas expressément de rejeter le nucléaire, ce qui n'empêche pas de travailler avec d'autres associations y compris si elles ont signé l'Ultimatum climatique. Pour que le piège climatique ne se referme pas sur le Réseau.

**Concernant le CLIMAT, le Réseau « Sortir du nucléaire » ne signera aucun texte qui ne condamne pas explicitement le recours au nucléaire.**

Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
7	62	21	20	110
6%	56%	19%	18%	100%

**ADOPTE**

### **Prises de parole ayant eu lieu avant le vote :**

Antoine Bonduelle : Je n'ai pas encore pris la parole. Les attendus de cette proposition sont de la méfiance généralisée envers nos collègues, je voterai contre et mes collègues du Réseau Action Climat me l'ont demandé car cela rend le travail du Réseau plus difficile. Exemple : nous sommes alliés avec Oxfam et le Secours Catholique sur l'Afrique. Bien entendu Oxfam ne signera pas notre texte avec Négawatt. Il faut évidemment créer une communication sur le chauffage électrique. Il y a le chantier de Penly, avec la CGT par exemple, le Réseau sera entravé par cette motion. On ne pourra plus signer certains textes d'actions en commun.

Hervé ? : La vocation du Réseau c'est de défendre la sortie du nucléaire, rien n'empêche le Réseau Action Climat d'avoir d'autres partenaires mais le Réseau doit noter que le nucléaire n'est pas une solution pour le climat, ce n'est pas la même chose que de demander aux autres associations de voter comme nous. Rien n'empêche de signer avec la CGT par exemple pour les intérimaires.

Qqun : Je suis scandalisé par le Grenelle où certaines associations sont allées, pas le Réseau. Je suis pour qu'il n'y ait aucun compromis quand on signe un texte avec Sarkozy.

Jean-Marie Brom : Cette motion a l'avantage de poser une stratégie mais il faudrait l'élargir. Vaut-il mieux se joindre avec d'autres sachant que le Réseau porte la lutte contre le nucléaire ou faut-il refuser certains partenariats ?

Xavier Renou : A-t-on le droit d'être tactique ? L'Alliance pour la planète c'est 60 associations écologiques, avec donc un moratoire sur le nucléaire. Nous sommes pour une sortie du nucléaire, pas pour un moratoire, mais nous y sommes allés car nous pensions que nous pouvions y avoir du poids. Nous nous en sommes retirés quand nous avons vu qu'ils s'étaient assis sur le moratoire. C'est intéressant d'entrer pour faire du fond et d'en sortir pour faire du fond. Donc sur le climat c'est du cas par cas, c'est tactique.

Pierre ? : Je suis pour car cela permettrait de clarifier la position du Réseau qui a été au coeur du conflit.

Qqun : Trouver un compromis pour certains pays pour signer des textes tout de même. En France, c'est tout nucléaire, un cas particulier, donc il ne faut pas faire de compromis.

### **Motion n°3 : Financement de Belrad par le Réseau**

Proposée par Sortir du nucléaire 49, Sortir du nucléaire Suisse romande et Sortir du nucléaire Pays de Rennes (35)

Présentation par Vincent Aubry

Etes-vous d'accord que le Réseau « Sortir du nucléaire » participe au financement de Belrad à hauteur de 30 000 euros représentant pour Belrad deux à trois mois de fonctionnement et pour le Réseau 3% de son budget, sur ses prochains budgets ?

Motion reformulée après les prises de parole :

**Etes-vous d'accord que le Réseau « Sortir du nucléaire » participe au financement de l'institut Belrad dans le cadre de son budget 2010 ?**

Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
1	88	3	10	102
1%	86%	3%	10%	100%

**ADOPTE**

#### **Prises de parole ayant eu lieu avant le vote :**

Qqun : Cette motion rebondit sur la proposition de campagne faite dans la foulée, ce serait peut-être voter un acte concret dans cette AG mais l'AG ne peut pas allouer une somme comme cela, elle ne peut qu'appuyer cette demande. La situation de Belrad est difficile. Ce genre de motion peut entrer dans un axe stratégique.

Michel Gueritte : Je veux voter oui, mais il y a le problème des finances et des priorités. Nous avons besoin d'argent pour d'autres actions urgentes en France aussi, il faut en débattre.

Qqun : Ce n'est pas au CA d'en débattre mais à l'AG ou la prochaine AG.

Jean-Marie Brom : Point technique : attention à la non recevabilité de la motion dans sa formulation actuelle.

Vincent Aubry accepte de reformuler la motion pour la rendre recevable (ne pas mentionner de montant ni d'ordre de grandeur).

Qqun : Je pense qu'on peut réfléchir sur les économies, cf. les publications sur papier glacé et des efforts sur certains postes de dépenses. Ecrire que le CA a mandat pour dégager des sommes.

Loëticia Carougeat : On ne peut s'engager sur une somme, mais seulement sur le principe d'une subvention.

Eric Bonnaire : Concernant les enfants du Belarus victimes de Tchernobyl et le contexte : Belrad est le seul organisme qui travaille sur les faibles doses de radiations internes avec donc des effets différents de ceux des doses faibles externes, pour des questions physiologiques. Belrad mesure et met en place des actions pour traiter les effets et les malades. S'il y a arrêt des travaux de Belrad, cela signifie la mort de la reconnaissance des faibles doses internes et de leurs effets.

Paulette Peste : Est-ce que les informations sur Belrad sont récentes ou non ? La Criirad avait des infos datant de 6 mois. Belrad pourrait-il être noyauté par exemple par la mafia ? Au Belarus c'est possible.

### **Motion n°4 : Les déchets, le talon d'Achille du nucléaire**

Animateurs : Les auteurs aimeraient présenter leur motion mais elle n'est pas présentée dans les documents reçus pour l'AG. On vote pour l'écouter ? Peut-on statutairement accepter de prendre une motion comme cela ? Etes-vous d'accord pour la recevabilité de cette motion ?

Benoist Busson (juriste) : Selon les statuts cette motion n'est pas recevable. Elle ne peut pas être soumise au vote de l'AG.

## PRESENTATION ET VOTE DES CAMPAGNES

### Dimanche 7 février 2010

Michel Bernard : Vote-t-on par campagne par campagne, ou sur toutes à la fois, pour faire un choix après ?

Modérateur : D'habitude on traitait les campagnes selon le nombre de voix obtenues. On vote aujourd'hui campagne par campagne. Il reste 10 minutes, vote inclus. Seules 2 prises de paroles sont autorisées : une Pour et une Contre.

### **Campagne n°1 : Plan d'action 2010-2011-2012 pour la sortie du nucléaire**

*Proposée par le Conseil d'administration du Réseau « Sortir du nucléaire »*

*Présentation par Daniel Roussée*

**Etes-vous POUR ou CONTRE la mise en œuvre de ce plan d'action 2010-2011-2012 pour la sortie du nucléaire ?**

Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
1	52	21	24	98
1%	53%	21%	24%	100%

**ADOPTE**

**Prises de paroles ayant eu lieu avant le vote :**

**Pour :** Qqun : Une fois de plus on fait l'impasse sur le nucléaire militaire dans les campagnes n°1 et n°2, or sortir du nucléaire c'est du nucléaire civil et militaire. Je demande qu'on rajoute « nucléaire militaire ».

**Contre :** Didier Gaillard : C'est quoi un front large ? On dilue le message. Le Réseau est déjà une alliance large donc il n'y a pas de pertinence à constituer un autre front encore plus large.

### **Campagne n°2 : Grande campagne pour... LA SORTIE DU NUCLAIRE !**

*Proposée par Tchernoblaye (33)*

*Présentation par Stéphane Lhomme*

**Etes-vous POUR ou CONTRE une grande campagne pour la sortie du nucléaire civil et militaire ?**

Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
2	52	12	31	97
2%	54%	12%	32%	100%

**ADOPTE**

**Prises de paroles ayant eu lieu avant le vote :**

**Auteurs :** Nous sommes d'accord pour ajouter civil « et militaire » comme cela a été demandé tout à l'heure.

**Contre :** Sylvain Godinot : Qu'y a-t-il de différent entre la deuxième campagne et la première ? Et en plus c'est la mission du Réseau, il faut mettre les deux campagnes ensemble ou dire en quoi ce n'est pas la même chose.

Stéphane Lhomme : Il s'agit de demander une décision de sortie du nucléaire, avec un planning, des actions. Evidemment, cette proposition peut s'articuler avec la première campagne.

**Pour :** Xavier Renou : Il est ambitieux de rajouter une charge de travail aux salariés qui ont à relayer les actions locales. Je n'imagine pas pour les régionales de demander « la sortie du nucléaire ». Il faut voir ce qu'on peut gagner à chaque fois, par rapport au local : par exemple, en Alsace demander l'arrêt de Fessenheim plutôt que l'arrêt du nucléaire ; et on connaît en général les positions des candidats.

### **Campagne n°3 : Chernobyl-Day 2010-02-09**

Proposée par Sortir du nucléaire 49, Sortir du nucléaire Suisse Romande et Sortir du nucléaire Pays de Rennes (35)

Présentation par Vincent Aubry

**Etes-vous POUR ou CONTRE que la promotion des travaux de Belrad et la collecte de fonds à son profit soit l'axe principal du Chernobyl-Day (26 avril 2010) ?**

Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
3	75	0	16	94
3%	80%	0%	17%	

**ADOPTE**

#### **Prises de paroles ayant eu lieu avant le vote :**

**Pour :** Michel Bernard : Cela répond à la discussion de tout à l'heure où on n'arrivait pas à chiffrer, cela permet de renouveler chaque année.

**Contre :** Johnny Da Silva : Je ne suis pas contre un thème chaque année à Chernobyl-Day, il oblige un peu le Réseau à soutenir, mais je serais embêté qu'on décide alors que les groupes locaux ne sont pas consultés, d'autres personnes auraient d'autres idées pour la thématique. Et au niveau des motions et campagnes on redemande toujours à financer Belrad, je regrette.

**Pour :** Antoine ? : C'est très bien qu'il y ait un appel à dons pour Belrad à cette occasion.

### **Campagne n°4 : Participation aux actions en vue d'une convention d'élimination des armes nucléaires !**

Proposée par la Maison de vigilance de Taverny (95)

Présentation par Dominique Lalanne

**Etes-vous POUR ou CONTRE : L'AG mandate le CA du Réseau Sortir du nucléaire pour participer aux campagnes prévues par la Maison de vigilance de Taverny et Abolition des armes nucléaires/Stop Essai ?**

Refus	Pour	Contre	Abstention	Total votes
0	90	0	3	93
0%	97%	0%	3%	100%

**ADOPTE**

#### **Prises de paroles ayant eu lieu avant le vote :**

**Pour :** Xavier Renou : C'est une campagne claire et précise qui demande peu de ressources donc compatible avec les autres.

**FIN DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

**Atelier n°1 : « Stratégie »**  
**Samedi 6 février 2010**  
**Animation : Daniel Roussée**

**Compte rendu : Michel Guéritte**

**Participant-e-s : non précisé**

## **STRATEGIE**

Que faire dans le réseau demain, après-demain ?

Sortir du nucléaire : un objectif à long terme. Avec quels moyens ?

Comment mobiliser et mener des actions anti-nucléaires, "dans le changement du monde extérieur."

Le nucléaire est un sujet "polarisé" dont on doit parler non pas à 10% mais à 100% de la société.

Il faut hiérarchiser la STRATEGIE : différencier l'organisation et la communication.

Il y aurait 4 niveaux :

- niveau local : là, il y a la radicalité qui fait peur
- niveau associatif : là, quelle alliance définir et sur quelles bases
- le niveau des partis politiques : là, il faut être clair, définir ce qu'on veut, ce qu'on ne veut pas
- enfin, le niveau européen

Est-on trop replié sur nous mêmes ?

Doit-on préserver notre autonomie ?

Est-on généraliste par rapport aux autres organismes ?

Le mot **éthique** est venu.

Etonnement : sur le terrain : est-ce normal que les militants de Brest, qui ont une expérience M51, soient considérées comme des terroristes, et espionnés.

La fin est-elle dans les moyens ? Faut-il mentir pour réussir ?

Il faut trouver un axe de dialogue pour convaincre.

Il existe une liste de discussion STRATEGIE avec une vingtaine de membres.

## **IDENTITE**

Quelle est l'identité du réseau ? Il faut trouver une identité pour Sortir du Nucléaire

La charte du réseau, faut-il la faire évoluer ?

Les moyens d'actions sont différents. Tous les moyens sont discutables. Mais tous les moyens sont-ils bons ? Même si ils ne sont pas efficaces ?

L'efficacité de 14 secondes de Stéphane LHOMME dans le 20 heures de France2,

comparée à la manif de 14 militants devant les grilles de la Préfecture de l'Aube , qui ne produiront

même pas 14 lignes dans le journal local. C'est la traduction de : "Quand je vois Stéphane LHOMME au 20 heures, ça me fait jouir".

Les associations peuvent se sentir impuissantes. Il faut leur donner de l'espoir.

On ne peut pas faire une AG tous les 8 jours, mais ne pas discuter en amont serait une erreur stratégique fondamentale

C'est le CA élu qui doit se prononcer. La stratégie n'est pas claire, parce que le CA ne fonctionne pas.

La fonction du porte-parolat ? Le réseau doit-il communiquer sur tous les fronts, et se positionner par rapport à l'actualité ?

SDN doit-il s'associer "pour de l'action", avec d'autres organismes dans un "consensus dur" –

L'association avec FNE étant un consensus mou.

Mou ou dur, mais intransigeant. Faut-il durcir ? Attention la violence engendre la violence.

S'allier oui, mais pas à n'importe quelle condition. Des alliances ponctuelles ?

Faut-il se joindre ou pas à d'autres luttes ? Est-on pour ou contre une stratégie d'alliance ?

Nous sommes l'alliance. Dans les alliances, est-ce qu'on doit être le moteur, ou est-ce qu'on se "fond" ?

Faut-il chercher de nouveaux alliés, ou se contenter de garder ceux que l'on a déjà ?

Nicolas HULOT et Jean-Marc JANCOVICI sont-ils anti-nucléaires ? WWF et Nicolas HULOT se

revendiquent anti-nucléaires, mais n'ont pas pour autant signé la charte de SDN. Il y a des adhérents qui

ne signent pas la charte. (exemple : le Secours Catholique, les partis politiques...) [Note du Réseau : Cette affirmation est erronée. Comme le prévoient les statuts du Réseau, sont des groupes membres « toute personne morale ou association de fait qui est signataire de la Charte du Réseau "Sortir du nucléaire" » et sont des groupes adhérents « tout groupe membre qui est à jour de cotisation annuelle ». En outre, à ce jour, le Secours catholique n'est pas signataire de la Charte du Réseau et n'en est donc pas membre.]

Alliance avec Greenpeace ? Dont les deux thèmes actuels sont : Le thon rouge et le nucléaire" !  
Ne pas se faire récupérer.

Faut-il se joindre à X ou à Y pour apporter la dimension anti-nucléaire ?

Exemple de la voiture électrique.

Le problème du vieillissement des réacteurs, le nucléaire militaire, le plutonium, le MOX, Phénix, Super-Phénix, les futurs réacteurs de 4<sup>e</sup> génération, (filiale à neutrons rapides) - on extrait le plutonium à la Hague pour ces projets.

Au passage : une remarque a été formulée sur le bon sens des femmes

Convaincre et toucher le public. Exemple la lutte anti FA-VL, réussie par la pression des villageois, et non pas l'action d'une organisation pyramidale.

Le réseau est une fédération d'entités qui ont chacune une façon de militer.

Elles puisent dans SDN les infos et les outils dont elles ont besoin.

Faut-il plus d'échanges entre les entités très diverses et le réseau ?

Manque de débat, pour analyser, pas pour décider.

Le problème de la centralisation et d'une structure pyramidale.

Les entités ont des thématiques spécifiques : exemple Golfech avec les faibles doses.

Le réseau doit-il être l'amplificateur des idées des entités, et lancer des dossiers émanant des travaux des associations.

Avoir un vrai débat.

Choix des combats au niveau national, international.

Les entités font un travail de fond.

Il faut qu'on parle de tout, des problématiques locales.

Il faut se servir de la richesse des entités locales.

Il y aurait plein de compétence dans les groupes locaux.

Proposer des journées thématiques, par exemple devant les sites nucléaires existants, en construction et à venir.

Un besoin de lisibilité,

Un besoin d'infos.

Une attente d'un "réseau d'expertise" – Même attente pour le CA.

## LE CLIMAT

Se joindre ou pas se joindre au débat climatique.

Climatique = Médiatique = tactique

On ne peut pas évacuer cette notion.

Le climat a un rapport étroit avec l'énergie, donc avec le nucléaire.

L'empreinte énergétique, expression préférée, implique **sobriété** : une société sobre sans énergie nucléaire. Sobriété = modes de vie différents.

Ne pas faire d'exclusivité.

Le GIEC ferait la promotion du nucléaire – Tout ce que dit le GIEC n'est pas la vérité – Le GIEC ne tient compte que de 6 gaz.

Le nuke, ça ne marche pas – les énergies concurrentes du nuke – exemple de l'Allemagne

Il y a urgence. Mais pour PENLY, aussi. Le temps est court.

Les énergies renouvelables vont-elles changer la donne.

AREVA montre une belle image dans les renouvelables, mais continue au NIGER, à Flamanville et à Penly.

## LE NUCLEAIRE MILITAIRE

"Global Zéro" se prononce pour le démantèlement du nucléaire militaire.  
Pendant que le réseau s'étripe : les marchands d'armes continuent.  
Le budget militaire de la France augmente.

## **LA RADICALITE**

La radicalité : ce n'est pas un problème d'image, mais de stratégie.  
Faut-il baisser le niveau de radicalité pour faciliter les échanges.  
Il ne faut pas baisser la radicalité, être anti-nucléaire est une fierté.  
L'expression radicale n'améliore pas la radicalité.  
Expérience : quand on prononce le mot anti-nucléaire, on risque de fermer la discussion.  
Lors de la lutte anti FA-VL, les associations ne se sont pas toujours positionnées anti-nucléaires.  
D'où le discours : je ne suis pas anti-nucléaire, mais...  
On a même signalé que Roland DESBORDES a déclaré dans un discours au Tricastin : "Je ne suis pas antinucléaire..."  
Si on annonce une réunion anti nucléaire : 20 personnes  
Si on annonce sans se positionner anti-nucléaire : 200 personnes  
On a parlé de PEDAGOGIE, une pédagogie sans perdre son âme.  
Il faut convaincre pour agripper les gens, pour les faire devenir antinucléaire.  
Quelle société voulons-nous ?

## **EN VRAC**

Chaque année, on a un débat stratégique.  
Il manquerait des espaces de discussion.  
Les décisions des AG précédentes n'ont pas été réalisées.  
Il est souhaitable que chaque entité reparte avec les objectifs nationaux.  
La notion de représentativité du réseau.  
Lauvergeon organise la scission des écolo : écolo pro-nucléaire et anti-nucléaire.  
Un débat national sur le démantèlement est souhaité.  
A noter : Le journal ABERRATION par rapport à LIBERATION.  
Le Nouveau Monde, par rapport au Monde.

## **RELATIONS AVEC LES POLITIQUES, AVEC LE POUVOIR LOCAL**

Cogérer et essayer d'influencer les politiques conduisent à l'échec.  
Faut-il attendre la sortie du capitalisme pour sortir du nucléaire.  
La décroissance.  
Citation de Albert CAMUS : remplacer la REPUBLIQUE par la MORALE  
Un parallèle a été fait avec la campagne A H1N1 : comment créer un problème pour le résoudre.  
Le greenwashing...  
Le nucléaire : un enjeu pour les régionales, et pour les présidentielles de 2012.  
Pour certains 2012, c'est loin, pour d'autres, c'est demain.  
La gauche de la gauche a fait du nucléaire son axe de campagne pour les régionales en Champagne-Ardenne  
La politique a de l'importance.  
Un changement de président changera t'il quelque chose ?

**Fin du compte rendu**

**Atelier n°2 : « Démantèlement des installations nucléaires et anciennes  
mines d'uranium »  
Samedi 6 février 2010  
Animation : Chantal Cuisnier**

**Compte rendu : Loëticia Carougeat**

**Participant-e-s :** *non précisé*

Etat actuel du Parc. 14 Démantèlements en cours.

Cet atelier sensibilise sur le fait que toutes les problématiques sont liées : Démantèlements / Déchets / Transports.

Après la présentation par Chantal de la problématique d'un démantèlement (exemple de Brennilis), il a été mis en évidence qu'il faut un débat public national, et non pas local, pour donner toute la dimension à cette problématique.

Il a été aussi souligné l'importance de la lutte locale, qui doit être lié au juridique. Rappel : il n'y a que deux mois pour pouvoir contester un décret.

A été suggéré qu'il faut intégrer une Cli ou Clis chaque fois que cela est possible, tout en soulignant la difficulté qu'ont aussi les associations locales qui militent contre le lobby pour intégrer ces CLI.

Anciennes mines d'Uranium. 200 mines d'uranium.

Il faut les répertorier pour mieux sensibiliser les riverains. Les mines ne sont pas toutes déclarées ou répertoriées géographiquement.

Autour de certaines anciennes mines, des chemins de randonnées sont fortement contaminés soit par les eaux (à cause de l'exploitation même des mines), soit par les stériles qui ont servi de remblais.

Les associations autour des anciennes mines dénoncent le fait qu'il est difficile d'avoir un état des lieux ou un début de réponse aux questions concernant l'impact sur l'environnement.

Areva reste l'interlocuteur principal.

Pas de Cli (commission locale d'information), car non considéré comme une INB.(installation nucléaire de base).

Les associations soulignent aussi qu'il ne faut pas vendre de faux espoirs aux riverains, contrairement à ce que dit Areva. Il faut prendre conscience que ces sites ne pourront jamais retrouver un état zéro.

Les mines posent un problème sérieux, la CRIIRAD a beaucoup aidé à mettre en lumière le scandale autour des sites miniers. Les intervenants ont admis que c'est aujourd'hui un des seuls, voir le seul laboratoire indépendant et surtout qu'il faut le soutenir pour qu'il le reste.

En conclusion :

Il faut lier toutes les problématiques de l'exploitation des mines d'uranium, au démantèlement, au transport des déchets, pour pouvoir amener un débat public avec une dimension nationale.

**Fin du compte rendu**



**Atelier n°3 : « International »**  
**Samedi 6 février**  
**Animation : Charlotte Mijeon**

**Compte rendu : Charlotte Mijeon**

**Participant-e-s** : Jean-Yvon Landrac (CIELE/ SDN Pays de Rennes), Eric Bonnaire (CDR 55/IndependentWHO), Georges et Yolande Creskens (SDN 37), Albert Monti (Bure Zone Libre), Francis Meuley (Droit au Soleil), Daniel Mousset (Verts Haute-Normandie), Gilles Barthe (CSFR), Jean-Pierre Chastaing et Guy Collin (Assoconseil Photovoltaikanlage), David Sheehan (Puy de Dôme Nature Environnement), Steven Mitchell (Collectif Stop-EPR 2), André Larivière (Groupe Brivadois antinucléaire), Charlotte Mijeon (salariée)

- ⇒ **But de l'atelier : faire le bilan de l'action internationale du Réseau au cours de l'année écoulée. Tirer les leçons des différentes expériences, et esquisser en commun des pistes pour continuer ce travail de la manière la plus pertinente possible.**

**Tour de table : expériences respectives à l'international des participants :**

- Guy Collin : cofondateur de la BI (initiative citoyenne) Assoconseil Photovoltaikanlage dans la vallée du Rhin, depuis 20 ans en Allemagne, actif de part et d'autre du Rhin (Stop Fessenheim, BUND – Amis de la Terre Allemagne, pluralistes). Ont été refoulés 2-3 fois à la frontière et seule la connaissance de la région leur a permis de trouver un moyen de passer. La manifestation a révélé les questions sous-jacentes (société nucléaire = société policière). Le Réseau doit continuer à s'impliquer sur le transfrontalier, relayer les initiatives allemandes (manifestation à Neckarwestheim par exemple) et réciproquement.
- Jean-Pierre Chastaing : membre également de la BI Assoconseil Photovoltaikanlage. Développer les échanges transfrontaliers.
- Gilles Barthe : impliqué autour de Fessenheim. Importance de la mobilisation transfrontalière. Intéressé aussi par la question des mines d'uranium.
- Eric Bonnaire : intéressé par question déchets, très impliqué sur l'action Independent Who, qu'il faudrait faire plus connaître à l'étranger. Faire plus connaître à l'étranger les études sur les contaminations, les remèdes (prophyllaxie...)
- Albert Monti : sensibilisé à l'international par les marches. A participé aux marches organisées par Footprints for Peace, de Londres à Genève et de Genève à Bruxelles.
- Georges et Yolande Creskens : intérêt général pour les question internationales.
- Daniel Mousset : en attente d'informations.
- David Sheehan : actif à Puy de Dôme Environnement depuis 30 ans (Américain originaire de Boston), s'intéresse aux mines d'uranium. Contacts avec Youri Bandajevski (qui a passé une semaine à Clermont-Ferrand) qui a été choqué par la vue d'enfants se baignant dans un lac contaminé de Saint Pierre des Mines alors que pour cette réunion informelle un car de police les surveillait. Espère organiser un congrès sur la santé à l'automne à Saint Pierre des Mines suite à la conférence des 21-22/04/10 à Kiev.
- Steven Mitchell : franco-anglais, membre du Collectif Stop-EPR 2, échange avec Jim Duffy de Stop Hinkley sur les projets d'EPR et CANE (Community Against Nuclear Expansion, Kent - sud-est de l'Angleterre).
- Jean-Yvon Landrac : impliqué depuis longtemps à l'international, en Allemagne et en Angleterre. Très nombreux contacts. Suit de près les transports de déchets, les questions de désarmement. Présent à Copenhague dans l'équipe du Réseau.
- André Larivière : ancien salarié en charge de l'international, nombreux contacts depuis plusieurs années, fondateur de l'action Independent Who. Co-fondateur de la coordination méditerranéenne antinucléaire (MN3).

- Francis Meuley : investi sur Independent Who (participation à la vigie) ; intéressé également par ce qui se passe en Russie.

### **Bilan de l'action internationale du Réseau de l'année écoulée (par Charlotte Mijeon, compléments Jean-Yvon Landrac) :**

- ⇒ Tentatives de **lobbying auprès des institutions européennes**, en partenariat avec Greenpeace Europe et les Amis de la Terre Europe, qui n'a pas connu beaucoup de succès. La Commission Européenne est trop verrouillée, et le Parlement Européen n'a quasiment aucun pouvoir. Implication pendant plusieurs mois au sein du Forum Européen de l'Energie Nucléaire, présenté comme un lieu pluraliste et sans tabou, mais en vérité instrument de greenwashing et de légitimation du lobby. Le Réseau, avec les autres ONG, a claqué la porte pour ne pas servir de caution écologique.
  - Bilan : le lobbying est une activité difficile, nous ne jouons pas à armes égales. Mais les contacts avec les parlementaires européens sont toujours utiles.
- ⇒ Représentation du Réseau à de nombreuses **réunions antinucléaires internationales** (Vienne, Linz X2, Londres, Stockholm...). Constat : différentes manières de percevoir la lutte, contraste très fort entre les pays où le nucléaire est soutenu et celui où l'Etat le condamne. Possibilité de discuter dans un climat plus apaisé qu'en France.
- ⇒ Travail pour soutenir et répercuter l'action d'**IndependentWHO** à l'étranger. Constat : combat encore mal connu dans de nombreux pays, serait intéressant de le connecter aux associations qui travaillent sur les questions de santé (notamment en Allemagne)
- ⇒ Soutien sur la **Marche internationale pour la Paix et contre le nucléaire** organisée par Footprints for Peace.
- ⇒ Présence à New York pour la révision du **Traité de Non Prolifération**, aux côtés de Stop Essais et du Mouvement de la Paix.
- ⇒ **Suivi de l'actualité et des actions à l'étranger** (en particulier dans les zones germanophones) pour apporter notre soutien à certains événements. Ainsi, présence d'un car de français à la grande manifestation pour la sortie du nucléaire de Berlin (5 septembre 2009, 50 000 personnes !).
  - A conserver, cette forme de solidarité internationale est toujours appréciée. Moyen de montrer que ni la pollution nucléaire ni la résistance ne connaissent les frontières.
- ⇒ Présence et implication au sein du collectif Fermons Fessenheim, pour faire du rassemblement un **véritable événement transfrontalier**. Relais des événements, sollicitation des principales associations (BUND, Greenpeace Freiburg, Nie Wieder Atomkraftwerke, Ecotrinova, EWS Schönau...). Importante participation des Allemands et Suisses à la manifestation ! Organisation en amont, d'une **conférence transfrontalière** pour faire partager les expériences de lutte et les alternatives de part et d'autres du Rhin. Témoignages enrichissants sur les expériences à l'étranger (autonomie énergétique en Allemagne, création d'un fournisseur d'énergie citoyen avec EWS Schönau, etc...), sur les moyens de faire progresser la prise de conscience dans la société (axe « santé » avec l'étude sur les cancers infantiles...).
  - Bilan : approche transfrontalière doit être conservée, à la fois cohérente et très enrichissante. La conférence a été enregistrée, des actes doivent être produits.
  - **Nous avons beaucoup à apprendre de nos voisins proches** ; en Allemagne, la conscience antinucléaire est beaucoup moins cloisonnée qu'en France, partagée par des franges beaucoup plus larges de la population : écologistes, extrême gauche, mais aussi féministes, églises, intellectuels, syndicats majoritaires... et touche un large spectre politique. Savoir prendre exemple ?
- ⇒ **Très gros chantier : campagne « Don't nuke the climate »**, conçue comme internationale, avec une cohérence entre les actions décentralisées partout en France (et en Europe) et la présence au sommet de Copenhague. Double but :

- **Casser l'argument abondamment propagé selon lequel le nucléaire serait une solution à l'effet de serre.**
- **Persuader les décideurs d'exclure le nucléaire des accords sur le climat.** En effet, dans les deux voies de négociation (Protocole de Kyoto + voie plus générale), le nucléaire, autrefois exclu, essayait de se refaire une place. Tentatives de rentrer par la porte des « Mécanismes de Développement Propre » (un pays riche finance une technologie dans un pays pauvre et s'attribue la réduction des émissions effectuées) et des Actions Nationales d'Aides à la Mitigation (un pays en développement fait financer par un fonds de solidarité mondiale des actions pour diminuer ses émissions). Dans les deux cas, tentatives des pays riches de leurrer les pays pauvres en vendant leurs technologies et en s'achetant une bonne conscience.

Campagne menée en concertation avec un noyau dur d'organisations étrangères allemandes, américaines, italiennes, néerlandaises, finlandaises...

- **Présence sur les sommets** de Barcelone et Copenhague. Suivi des négociations, prises de contact avec les négociateurs (pays d'Afrique francophones, petits Etats insulaires...), remise de papiers d'information, article dans le journal des négociations, conférence dans le Bella Center et dans le Klimaforum (forum alternatif), action en plein cœur du Bella Center pour présenter les 50 000 signatures de la pétition et faire signer une carte géante « Pour un accord sans nucléaire » à des personnalités...
- **Actions** dans Copenhague pour montrer notre présence et faire monter la pression : grande banderole « Don't nuke the climate ! » devant le Bella Center, petite sirène affublée d'un masque anti-radiation, présence remarquée dans la grande manifestation du 12 décembre...
- **Nombreuses prises de contact avec des militants de partout dans le monde**, et en particulier de régions où militer n'est pas facile : Kazakhstan, Russie (Nadeshda Kutepova, menacée de mort pour avoir plaidé la cause des victimes de Mayak), peuples indigènes (un chef indien Navajo ; représentant d'une communauté d'Inde du Nord...). Prise de conscience très forte de la dimension humaine des dangers du nucléaire
  - Bilan ? Difficile d'évaluer le rôle joué par le Réseau. En tout cas, après une intervention du Réseau, le groupe des pays africains a changé sa position sur le nucléaire. Dans les textes finaux, le nucléaire est devenu tabou. La nouvelle version de Kyoto, qui contenait une option pour l'inclusion du nucléaire, a évacué toute référence à cette technologie (d'autres, moins dénoncées, ont fait leur apparition). Et l'accord général signé à Copenhague n'y fait pas référence... mais lui ménage des pistes qu'il importe de surveiller de près (« Mécanisme Technologique »). Pas d'exclusion explicite donc... mais aucune consécration internationale !
  - Campagne assez lourde, mais qui aura porté ses fruits, car nombreuses retombées médiatiques dans différents pays. A considérablement accru la renommée internationale du Réseau. Très bien relayée dans quelques pays (Italie, Allemagne, USA...). « Don't nuke the climate ! » est considéré comme une ONG internationale empêchuse de nucléariser en rond... Il s'agit maintenant de continuer à la faire vivre, sous un format plus léger, car le combat n'est pas terminé.
  - Bilan extrêmement enrichissant en termes de nouveaux contacts et de nouvelles perspectives.

⇒ Une anecdote : expérience **d'action urgente**. En juin dernier, au retour d'une conférence en Autriche, la délégation du Réseau voyage avec un ami Touareg, réfugié politique en France. Dans le train entre l'Autriche et l'Allemagne, il est arrêté par des policiers en civil, qui lui apprennent que ses papiers ne lui permettent pas de pénétrer sur le sol allemand et se saisissent de lui pour l'expulser. Les autres Français font bloc pour le protéger, le suivent jusqu'aux portes du commissariat, et mettent en branle tous leurs contacts politiques (eurodéputée allemande, député-e-s allemands, autrichiens et français...) pour obtenir sa libération... qui advient au bout de 24 h !

- Bilan : on est capable de réagir efficacement face à des situations d'urgence, même en milieu hostile et à l'étranger. L'idée de réseau d'alerte pour la protection d'un militant menacé est à garder.

## Quelles pistes pour l'international ?

- ⇒ **Plusieurs axes thématiques à poursuivre ou explorer ont été identifiés :**
  - Nucléaire et climat (poursuite campagne « Don't nuke the climate ! »)
  - Droits de l'Homme (protéger les militants menacés à l'étranger, mise en avant des violations des droits de l'homme par Areva...). Donner un visage aux victimes.
  - Nucléaire et santé (conséquences de Tchernobyl, travail de Belrad, partager les ressources avec les partenaires étrangers qui disposent d'une expertise sur le sujet...)
  - Mines d'uranium (et en particulier comment elles affectent les populations locales, qu'il s'agisse des Touareg au Niger, des Navajo aux Etats-Unis...)
  - EPR : mettre en relation les luttes dans les différents pays
  
- ⇒ **Ce qui est en jeu, c'est aussi comment on s'implique à l'international :**
  - Suivre et relayer l'actu à l'étranger
  - Réactivité en cas d'« action urgente » en faveur d'un militant, pour une action ponctuelle...
  - Partager l'info, l'expertise... par exemple grâce à des supports communs (site multilingue ?)
  - Construire ou renforcer des alliances transnationales/ transfrontalières, par exemple par grandes régions (exemple « Mediterranean No To Nuclear Neighbourhood », mis en place par André ; coopération transfrontalière déjà existante entre l'Alsace, la Suisse et l'Allemagne...)
  - Construire des alliances internationales thématiques (EPR, déchets...)
  - Continuer le suivi des négociations internationales (en particulier pour la question « nucléaire et climat »).
  - Faire connaître à l'étranger le Réseau et les alternatives au nucléaire
  - Arriver à mettre en relation les personnes intéressées
  
- ⇒ **Réflexions générales**
  - Consensus stratégique : il faut arriver à « décroiser » (mener des luttes communes entre militants de différents pays, bien sûr, mais aussi connecter les thématiques, pour gagner le plus grand nombre à notre cause). Ne pas opposer les luttes, favoriser l'union. « On ne peut pas tout faire, c'est pour cela qu'il faut s'unir ».
  - Arriver à mettre en relation action de terrain et expertise
  - S'appuyer sur ce qui existe pour ne pas réinventer l'eau chaude : au niveau du Réseau, certaines choses existent déjà et mériteraient d'être « revitalisées » ; au niveau international, il n'est pas forcément besoin de lancer de nouvelles coordinations sur des thèmes déjà pris en charge (mines d'uranium...)

## Point sur la situation internationale du nucléaire en Europe :

- ⇒ **Espagne** : en théorie, la loi exige le non-renouvellement des réacteurs, mais plusieurs ont déjà été prolongés (le gouvernement se montre assez complaisant)
- ⇒ **Italie** : programme nucléaire stoppé suite à Tchernobyl, après un référendum. Berlusconi veut cependant relancer le nucléaire, avec plusieurs projets d'EPR, mais la résistance locale est très forte
- ⇒ **Suisse** : projets d'enfouissement à Benken ; des réacteurs vieillissants (Mühleberg, 37 ans !) ; des projets de nouvelles constructions... mais opposition citoyenne très forte localement.
- ⇒ **Allemagne** : la sortie du nucléaire a été remise en question par le nouveau gouvernement d'alliance libéral-conservateur ; mais il lui sera probablement difficile d'obtenir une prolongation de la durée de vie des réacteurs. Population majoritairement hostile, très mobilisée, gros scandales (en particulier concernant la gestion des déchets)
- ⇒ **Belgique** : offensive publicitaire du lobby, prolongation prévue de la durée de vie des centrales
- ⇒ **GB** : Projets de relance, le discours sur le nucléaire « indispensable pour lutter contre le changement climatique » fait malheureusement son chemin. Mais EDF n'a plus d'argent pour de nouvelles constructions, et l'Etat refuse d'accorder des subventions.
- ⇒ **Irlande** : Reste fermement opposée au nucléaire
- ⇒ **Danemark** : quelques tentatives de propagande pour imposer le nucléaire comme « mal nécessaire », mais le pays n'a jamais été nucléarisé. Cela a peut-être joué dans les négociations à Copenhague.

- ⇒ **Suède** : revirements dernièrement pour mettre fin à l'interdiction de construire de nouveaux réacteurs, mais pas de nouveaux projets de construction. Cependant, projets d'enfouissement à surveiller de près.
- ⇒ **Finlande** : le fiasco d'Olkiluoto-3 est connu, résistance locale contre les mines d'uranium. La contestation gagne du terrain.
- ⇒ **Pologne** : deux réacteurs prévus d'ici 2020...
- ⇒ **République Tchèque (et Slovaquie)** : toujours féroce ment pronucléaires (y compris la population !). Projet de redémarrer le chantier des réacteurs 3 et 4 de Mochovce, arrêté après Tchernobyl.
- ⇒ **Autriche** : constitutionnellement antinucléaire depuis 1978, l'Autriche continue à faire de la résistance, finançant les mouvements à l'étranger. Projet actuel pour sortir d'Euratom
- ⇒ **Bulgarie** : du fait de l'absence de financement, la centrale de Belene, qui devait être construite en zone sismique, ne verra pas le jour.

### Fin du compte rendu

## Atelier n°4 : « Agir contre le nucléaire militaire »

**Samedi 6 février**

**Animation : Alain Rivat et Cédric Lucas**

**Compte rendu : ???**

**Participants : non précisé**

2009 a vu au sein du réseau sortir du nucléaire un changement de statut qui replace le nucléaire militaire dans la lutte et donc dans cette logique une brochure sur le lien nucléaire civil / militaire.

#### Plusieurs actions sont à noter :

- Présence en mai 2009 lors des renégociations du TNP à New York. Cela a permis de faire connaître le réseau à l'internationale.
- Abolition 2000 à lancé une campagne relayée par le réseau. Le tour de France de la flamme de l'abolition des armes nucléaires..
- Participation aux JDN
- Appel pour le désarmement nucléaire, même si il a été peu publié
- Actions contre le M51 dans le Finistère et à Biscarosse
- ICAN : cyber-pétition lancée il y a un an en France. L'objectif est de soutenir la convention de désarmement et d'agir sur les gouvernements pour qu'ils appuient à l'ONU un calendrier de désarmement.

Depuis un an, Obama lance une nouvelle volonté d'afficher l'arrêt des armes nucléaires. Le conseil de sécurité ayant admis cette urgence. Malgré cela la révision du TNP reste bloquée.

En France le gouvernement Sarkozy est favorable à l'arme nucléaire car permettrait la sécurité du pays plus généralement de la planète et s'oppose donc à Obama et à l'ONU.

#### Que pouvons nous faire ? Liste non exhaustive de propositions.

- En Avril suivre la convention sur la sécurité nucléaire mondiale, qui sera importante pour les pays n'ayant pas signé le TNP.
- il faudra suivre les rapports sur le TNP en mai 2010
- poursuivre le soutien à ICAN et à la flamme de l'abolition des armes.
- Des actions sont prévues en France fin avril en lien avec les négociations du TNP à New York.
- Mettre à disposition une personne permanente pour les relations presse durant la période du TNP.
- 2 mai rassemblements un peu partout en France.
- Continuer à informer le grand public : les conséquences des essais nucléaires sur les militaires, les populations, les civilisations, pollutions des mers...

- Publier une brochure / réflexion politique, sociétale d'une vision d'avenir sur la nécessité de l'arme nucléaire
- Lancer un débat en vue des prochaines élections présidentielles
- Lancer une réflexion de fond sur l'arme nucléaire : quel discours et sur quel axe aborder l'arme nucléaire : environnement, social, éthique, sécurité, pacifiste, politique... tout en clarifiant le discours, en le rendant pédagogique et en mettant l'accent sur des actions.
- Proposer des articles régulièrement dans la revue (avoir en encart spécial).
- Faire des expositions en fonctions des différents axes (environnement, social, éthique...) qui soient disponibles pour chaque groupe local.
- Faire une campagne sur la sécurité et la transparence de l'arsenal nucléaire et des mises en alerte.

## **Compte rendu : Alain Rivat**

### **Participant-e-s :**

Bien que l'Assemblée Générale Extraordinaire du Réseau Sortir du nucléaire 2009 ait rappelé son engagement fort contre le nucléaire militaire, force est de constater une implication en demi-teinte depuis cette déclaration. Le Réseau Sortir du nucléaire avait deux actions majeures à mener en 2009, arrêt des centrales vieillissantes (Colmar) et rappel que le nucléaire n'est pas une solution au dérèglement climatique (Copenhague). Pas facile dans ce contexte de maintenir une action contre le nucléaire militaire. En final, si le bilan est positif, c'est d'abord grâce à l'engagement de militantEs, salariéEs et administrateurs : d'abord à celui de Nadège Morel qui a permis de produire un dossier de qualité tant graphique que pédagogique, à Patrice Bouveret, et à tout le groupe de travail qui a permis de valider ce dossier, sans oublier Xavier Rabilloud, qui a assuré une partie technique discrète mais efficace, Sabine Li et Stéphane Lhomme qui ont couvert la communication. J'ai essayé autant que possible de porter la parole du Réseau, tant à New-York (precom TNP) qu'aux JDN, et dans la construction d'une dynamique avec le « Mouvement de la Paix », « Pax Christi », « Abolition 2000 », « ICAN »,...

Bravo aussi aux militantEs qui se sont mobilisés le 1<sup>er</sup> Décembre contre le premier tir « réel » d'un missile M51 à partir du sous-marin « Le Terrible ». Cette action au Guilvinec a permis de rencontrer les marins-pêcheurs et l'avocat du « Bugale Breizh » (chalutier coulé avec une hypothèse forte par un sous-marin)... et de reporter le tir !!! Nouvelle action le 23 janvier, salutaire puisqu'elle aura obligé la Préfecture maritime de communiquer afin d'éviter un incident le 26 janvier !!! Deux autres tirs sont prévus (portée 8000 km) et il y en aura au moins un deuxième.

### Rapport d'activité (chronologique) :

- Participation au Precom TNP de New-York en mai 2009 en tant qu'ONG accréditée. Première expérience avec un compte-rendu journalier des développements, et quelques scoops concernant la France. On peut regretter le faible impact médiatique de ces informations. Cette participation a permis de nouer des contacts durables et dépersonnalisés avec des ONG (NPAF, CND, Beyond nuclear, Reaching Critical Will (WILPF : Women's International League for Peace and Freedom), Mayors for Peace,...), et avec quelques représentants d'ambassades (ambassadeurs comme l'Espagne, l'Egypte.. et la France (sic) ou déléguées comme le Mexique).
- Abolition 2000 a lancé une campagne mondiale « Spread the nuclear abolition flame » intelligible pour toute la planète sauf en France, avec deux traductions : la nôtre « Nucléaire, relayez la flamme de l'abolition » et celle du Mouvement de la Paix « Armes nucléaires, relayez la flamme de l'abolition ». Cela ne doit pas nous empêcher de travailler ensemble pour porter cette flamme. Nous avons maintenu notre traduction (le contexte est clair) et la « difficulté » transmise au Conseil Global d'Abolition 2000 (mondial).
- Organisation d'un débat « liens nucléaire civil-militaire » à l'occasion de la manifestation de Colmar, avec Dominique Lalanne (Abolition 2000), Patrice Bouveret (CRDPC), Alain Rivat (Réseau Sortir du nucléaire).
- Publication du dossier « Le double jeu du nucléaire » : très gros travail animé et porté par Nadège Morel (salariée). Un groupe de travail de grande qualité. Résultat exceptionnel, très pédagogique et qu'il reste à traduire en anglais... L'essentiel du travail a été effectué avant l'automne, même si nous avons choisi symboliquement d'attendre les JDN pour en annoncer la publication.

- Participation active aux Journées du Désarmement nucléaire organisées à Caen les 16-17 et 18 Octobre : animation de la première plénière « le désarmement nucléaire à l'ordre du jour » avec des internationaux américains, russes, anglais, allemands,... Organisation d'un atelier liens nucléaire civil-militaire, stand et participation aux débats.
- Participation à la rédaction et à la diffusion de « l'Appel pour le désarmement nucléaire » auprès de personnalités françaises (signatures individuelles de Didier Anger et Stéphane Lhomme pour le Réseau).
- Actions contre les premiers tirs du missile M51 en mer d'Iroise : une première action au Guilvinec le 30 novembre (banderole sur la criée au retour de pêche) avec la participation de Dominique Lalanne, rencontre avec le comité local des pêches et de l'avocat du Bugale Breiz (chalutier probablement coulé par un sous-marin) avait mis en difficulté la préfecture maritime qui avait annulé le tir prévu le 1<sup>er</sup> décembre. Malgré une nouvelle action le 23 janvier, le premier tir a finalement eu lieu le 26 janvier 2010. Deux autres tirs d'essai sont prévus, la mobilisation régionale s'organise.
- Suivi et renforcement des liens avec les ONG françaises (Mouvement de la Paix, Attac, Stop Essais, Pax Christi, AFMAA – médecins -,...) et internationales dans la perspective du désarmement nucléaire.

#### Perspectives :

2010 est une année cruciale pour le désarmement nucléaire. Le Réseau Sortir du nucléaire doit s'engager massivement dans le « Tour de France pour l'abolition des armes nucléaires » initié par ICAN (dont nous sommes signataires) en perspective de la conférence TNP de mai 2010.

Nous devons amplifier la campagne « Nucléaire, relayez la campagne de la flamme de l'abolition » dont le texte est sans ambiguïté – cf paragraphe en gras - (mais malheureusement adressé aux seuls présidents Obama et Medvedev) :

*Messieurs les Présidents Obama et Medvedev,*

*Nous vous félicitons de votre engagement à travailler ensemble pour un monde sans nucléaire en établissant un nouveau départ dans les relations entre vos deux pays, comme exposé dans votre communiqué commun du 1<sup>er</sup> Avril 2009. C'est une bonne nouvelle que vous ayez accepté de négocier une suite au Traité pour la Réduction des Armes Stratégiques. Cela n'en reste pas moins qu'une très petite étape vers la réalisation de la vision sur laquelle vous avez communiqué d'un monde sans armes nucléaires. Pour atteindre ce but, je vous exhorte, en tant que dirigeants des deux plus grands États dotés d'armes nucléaires, à montrer votre volonté de réduire beaucoup plus drastiquement vos arsenaux nucléaires respectifs. Cette démarche prouverait votre bonne foi à rechercher l'élimination des armes nucléaires et montrerait ainsi aux autres États nucléarisés qu'il est temps pour eux de venir à la table des négociations.*

*Je vous demande instamment :*

- *d'annoncer, lors de la Conférence de Révision de 2010 du Traité de non-prolifération nucléaire, le début de négociations multilatérales de bonne foi pour une Convention d'élimination des armes nucléaires afin d'abolir ces armements d'ici à 2020 ;*
- *de négocier des traités internationaux pour interdire les missiles ainsi que les armes dans l'espace ;*
- ***de soutenir les efforts de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), forte à présent de 136 états membres – incluant les États-Unis mais pas encore la Russie – en faisant la promotion d'une énergie soutenable et renouvelable à l'échelle mondiale, tout en programmant l'abandon de l'énergie nucléaire.***

A noter que pour parer au risque de perte de contrôle, le président Sarkozy a réussi à placer comme présidente d'IRENA une ses proches, Hélène Pelosse, peut-être pas aussi docile que prévu ;-)

La période mars-avril doit être l'occasion de porter la flamme de l'Abolition auprès des citoyens dans le maximum de communes, et de faire signer cette adresse à un maximum de citoyens et d'élus.

**2 Mai 2010** : Nous avons été sollicités pour être « co-sponsors » avec Beyond nuclear d'un atelier « liens nucléaire civil-nucléaire militaire » en avant-première des négociations à l'ONU. Quelle réponse ?  
Pouvons-nous organiser des actions locales dans chaque commune, préfecture,... le 2 mai au même moment que la manifestation internationale de New-York ?

**D'ici 2012** : La France va continuer son programme d'armement nucléaire. Comment informer, mobiliser, agir ? Avec quels partenaires ?

### Fin du compte rendu

## Synthèse de deux ateliers « Fonctionnement du Réseau » non prévus à l'ordre du jour

**Compte rendu** : Michel Lattuga, Monique Guittenit, Bernadette Boivin, Marc Saint Aroman

- atelier du vendredi soir 5 02 avec la participation d'une quinzaine de personnes (des deux « clans » du CA)
- atelier du samedi soir 6 02 avec environ 25 personnes
- **CA :**
  - Proposition d'élargir le nombre d'administrateurs jusqu'à 15 (11, 13...15),
  - limiter le nombre de mandats à 2 fois 3 ans,
  - l'administrateur se présente et fonctionne réellement en binôme,
  - charte de droits et devoirs des administrateurs avec en particulier le devoir de restitution pour chacun, en fin d'année, de production écrite son activité sur l'année passée,
  - élaboration de rencontres régionales qui pourraient initier ou appuyer des candidatures au CA obligeant à une réflexion plus large,
  - recentrer sur le rôle politique sans perdre la sève sur les échanges tout en soulageant les administrateurs de quelques tâches,
  - travail en commission sur des thématiques définies en fonction de la stratégie
  - relevé des décisions du CA transmis aux groupes par les salariés ou le secrétaire de séance,
  - votes : possibilité d'un vote suspensif pour un problème de délai de réflexion.
- **Salariés :**
  - se poser la question de la spécialisation de certains salariés sur des thématiques,
  - question précédente avec le lien entre salariés et un comité scientifique ou des personnes ressources,
  - **Equilibre des pouvoirs** des deux entités précédentes :
    - redéfinir les pouvoirs des salariés et du CA : avec en particulier la notion d'équilibre entre salariés à plein temps d'un côté et administrateurs bénévoles à activité nourricière parallèle
    - question de l'équilibre de la balance entre deux équipes – une composée de salariés et de personnes ressources et l'autre d'administrateurs (cf. 1<sup>er</sup> § CA),
    - une proposition de création d'une structure pyramidale reZo type parti politique (commune département, région, pays) Peu consensuelle mais
- **Chargés de communication :**
  - Augmentation de leur nombre
- **Individuels :**
  - Il ressort que ce sont les individuels qui « font fonctionner la machine reZo » par leurs dons. Depuis des années il y a des demandes de réaliser une démarche auprès d'eux. La proposition consiste à envoyer un questionnaire pour recueillir leurs souhaits et propositions éventuelles : - représentation à l'AG à travers des représentants (fonctionnement type mutuelles), devenir personnes ressources...



- **Communication :**
  - définir des niveaux d'urgence des communiqués. Certains enjeux nécessitent plus de réflexion avant l'élaboration d'un communiqué,
  - auto-modération des mails dans leur nombre et leur contenu,
  
- **Dynamisation des groupes locaux :**
  - reproduction de l'expérience des conférenciers comme lors de l'élaboration du diaporama sur la sortie du nucléaire...
  
- **Comité de médiation :**
  - 80 % du travail a été fait pour sa constitution, il reste à le finaliser pour qu'il fonctionne.

**Fin du compte rendu**